

SERVICE PUBLIC FEDERAL AFFAIRES ETRANGERES,
COMMERCE EXTERIEUR
ET COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

F. 2007 — 1398

[C — 2007/15003]

28 DECEMBRE 2006. — Loi portant assentiment au traité entre le Royaume de Belgique, la République fédérale d'Allemagne, le Royaume d'Espagne, la République française, le grand-duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas et la République d'Autriche relatif à l'approfondissement de la coopération transfrontalière, notamment en vue de lutter contre le terrorisme, la criminalité transfrontalière et la migration illégale, et aux annexes, faits à Prüm le 27 mai 2005 (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution.

Art. 2. Le Traité entre le Royaume de Belgique, la République fédérale d'Allemagne, le Royaume d'Espagne, la République française, le grand-duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas et la République d'Autriche relatif à l'approfondissement de la coopération transfrontalière, notamment en vue de lutter contre le terrorisme, la criminalité transfrontalière et la migration illégale, et les Annexes, faits à Prüm le 27 mai 2005, sortiront leur plein et entier effet.

Art. 3. Les accords conclus sur la base de l'article 44 du Traité, en vertu des articles 6, paragraphe 2, 11, paragraphe 2, 12, paragraphe 2, 24, paragraphe 4, 28, paragraphe 5, et 38, paragraphe 2, du Traité, définiront les détails techniques du Traité.

Ces accords seront conclus par les ministres compétents; ils seront communiqués au Parlement aussitôt signés et ils sortiront leur plein et entier effet à la date qu'ils détermineront.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Châteauneuf-de-Grasse, le 28 décembre 2006.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires étrangères,
K. DE GUCHT

La Ministre de la Justice,
Mme L. ONKELINX

Le Ministre de l'Intérieur,
P. DEWAEEL

Vu et scellé du sceau de l'Etat :

La Ministre de la Justice,
Mme L. ONKELINX

—————
Note

(1) *Session 2005-2006.*

Sénat :

Documents. — Projet de loi déposé le 9 juin 2006, n° 3-1746/1. — Amendements, n° 3-1746/2. Rapport, n° 3-1746/3.

Annales parlementaires. — Discussion et vote. Séance du 13 juillet 2006.

Chambre des représentants :

Documents. — Projet transmis par le Sénat, n° 51-2645/1. — Texte adopté en séance plénière et soumis à la sanction royale, n° 51-2645/2.

Annales parlementaires. — Discussion et vote. Séance du 9 novembre 2006.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BUITENLANDSE ZAKEN,
BUITENLANDSE HANDEL
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

N. 2007 — 1398

[C — 2007/15003]

28 DECEMBER 2006. — Wet houdende instemming met het verdrag tussen het Koninkrijk België, de Bondsrepubliek Duitsland, het Koninkrijk Spanje, de Republiek Frankrijk, het Groothertogdom Luxemburg, het Koninkrijk der Nederlanden en de Republiek Oostenrijk inzake de intensivering van de grensoverschrijdende samenwerking, in het bijzonder ter bestrijding van het terrorisme, de grensoverschrijdende criminaliteit en de illegale migratie, en met de bijlagen, gedaan te Prüm op 27 mei 2005 (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet.

Art. 2. Het Verdrag tussen het Koninkrijk België, de Bondsrepubliek Duitsland, het Koninkrijk Spanje, de Republiek Frankrijk, het Groothertogdom Luxemburg, het Koninkrijk der Nederlanden en de Republiek Oostenrijk inzake de intensivering van de grensoverschrijdende samenwerking, in het bijzonder ter bestrijding van het terrorisme, de grensoverschrijdende criminaliteit en de illegale migratie, en de Bijlagen, gedaan te Prüm op 27 mei 2005, zullen volkomen gevolg hebben.

Art. 3. De afspraken gemaakt op basis van artikel 44 van het Verdrag, krachtens de artikelen 6, tweede lid, 11, tweede lid, 12, tweede lid, 24, vierde lid, 28, vijfde lid, en 38, tweede lid, van het Verdrag, zullen de technische details bepalen van het Verdrag.

Deze afspraken zullen gemaakt worden door de bevoegde ministers; zij zullen medegedeeld worden aan het Parlement meteen na hun ondertekening en zij zullen volkomen gevolg hebben op de datum die zij zullen bepalen.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Châteauneuf-de-Grasse, 28 december 2006.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Buitenlandse Zaken,
K. DE GUCHT

De Minister van Justitie,
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Binnenlandse Zaken,
P. DEWAEEL

Gezien en met 's Lands zegel gezegd :

De Minister van Justitie,
Mevr. L. ONKELINX

—————
Nota

(1) *Zitting 2005-2006.*

Senaat :

Documenten. — Ontwerp van wet ingediend op 9 juni 2006, nr. 3-1746/1. — Amendementen, nr. 3-1746/2. — Verslag, nr. 3-1746/3.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking en stemming. Vergadering van 13 juli 2006.

Kamer van volksvertegenwoordigers :

Documenten. — Ontwerp overgezonden door de Senaat, nr. 51-2645/1. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en aan de Koning ter bekrachtiging voorgelegd, nr. 51-2645/2.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking en stemming. Vergadering van 9 november 2006.

Traité entre le Royaume de Belgique, la République fédérale d'Allemagne, le Royaume d'Espagne, la République française, le grand-duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas et la République d'Autriche relatif à l'approfondissement de la coopération transfrontalière, notamment en vue de lutter contre le terrorisme, la criminalité transfrontalière et la migration illégale

Les Hautes Parties contractantes du présent Traité, Etats membres de l'Union européenne,

Considérant qu'il est important, dans un espace de libre circulation des personnes, que les Etats membres de l'Union européenne renforcent leur coopération afin de lutter plus efficacement contre le terrorisme, la criminalité transfrontalière et la migration illégale,

Désireuses de jouer un rôle pionnier dans le but d'atteindre, dans le cadre de l'amélioration de la coopération en Europe et sans préjudice des dispositions du Traité sur l'Union européenne et du Traité instituant la Communauté européenne, un niveau aussi élevé que possible dans leur coopération, en premier lieu par le biais d'un meilleur échange d'informations, notamment dans les domaines liés à la lutte contre le terrorisme, la criminalité transfrontalière et la migration illégale, et de permettre à tous les autres Etats membres de l'Union européenne de participer à cette coopération,

Désireuses de traduire les dispositions du présent Traité dans le cadre juridique de l'Union européenne afin d'aboutir à une amélioration de l'échange d'informations au sein de l'Union européenne dans son ensemble, notamment dans les domaines touchant à la lutte contre le terrorisme, la criminalité transfrontalière et la migration illégale, ainsi qu'à en créer les bases juridiques et techniques nécessaires,

Dans le respect des droits fondamentaux tels qu'ils découlent de la Charte des Droits fondamentaux de l'Union européenne, de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales ainsi que des traditions constitutionnelles communes des Etats concernés, notamment conscientes du fait que la transmission de données à caractère personnel à une autre Partie contractante présuppose un niveau adéquat de protection des données de la part de la Partie contractante destinataire,

Considérant qu'il convient — sans préjudice du droit national actuellement en vigueur dans les pays concernés — de maintenir et de prévoir un contrôle judiciaire approprié des mesures prévues par le présent Traité,

Disposées à compléter le présent Traité par d'autres accords permettant une consultation automatisée de données dans d'autres bases de données appropriées pour autant que cela soit nécessaire et proportionnel aux fins de l'approfondissement de la coopération transfrontalière,

Sont convenues de ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — Généralités

Article 1^{er} Principes

(1) Par le présent Traité, les Parties contractantes visent à intensifier la coopération transfrontalière entre elles, en particulier l'échange d'informations.

(2) Cette coopération ne porte pas atteinte au droit de l'Union européenne et reste ouverte à l'adhésion de tout Etat membre de l'Union européenne en vertu des dispositions du présent Traité.

(3) La coopération dans le cadre du présent Traité vise à développer des initiatives favorisant la coopération européenne dans les domaines décrits dans le présent Traité.

(4) Au plus tard trois ans après l'entrée en vigueur du présent Traité, une initiative sera présentée en vue de la transcription des dispositions du présent Traité dans le cadre juridique de l'Union européenne sur la base d'une évaluation de l'expérience acquise dans le cadre de la mise en œuvre du présent Traité, en concertation avec la Commission européenne ou sur proposition de la Commission européenne, en tenant compte des dispositions du Traité sur l'Union européenne et du Traité instituant la Communauté européenne.

(5) Les Parties contractantes informent régulièrement et conjointement le Conseil de l'Union européenne et la Commission européenne de l'évolution de la coopération.

Verdrag tussen het Koninkrijk België, de Bondsrepubliek Duitsland, het Koninkrijk Spanje, de Republiek Frankrijk, het Groothertogdom Luxemburg, het Koninkrijk der Nederlanden en de Republiek Oostenrijk inzake de intensivering van de grensoverschrijdende samenwerking, in het bijzonder ter bestrijding van het terrorisme, de grensoverschrijdende criminaliteit en de illegale migratie

De hoge Verdragsluitende Partijen bij dit Verdrag, zijnde lidstaten van de Europese Unie,

Overwegende dat het in een ruimte van vrij verkeer van personen van belang is dat de lidstaten van de Europese Unie hun samenwerking versterken teneinde terrorisme, grensoverschrijdende criminaliteit en illegale migratie effectiever te bestrijden,

In het streven — onverminderd de bepalingen van het Verdrag betreffende de Europese Unie en het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap — ter verdere ontwikkeling van de Europese samenwerking een voortrekkersrol bij de totstandkoming van een zo hoog mogelijke standaard op het gebied van de samenwerking te vervullen, met name door verbeterde gegevensuitwisseling, in het bijzonder op het terrein van de bestrijding van terrorisme, de grensoverschrijdende criminaliteit alsmede de illegale migratie, en de deelname aan deze samenwerking voor alle andere lidstaten van de Europese Unie open te stellen,

In het streven de regelingen van dit Verdrag in het juridisch raamwerk van de Europese Unie op te nemen teneinde binnen de Europese Unie verbetering van de gegevensuitwisseling, in het bijzonder op het terrein van de bestrijding van terrorisme, de grensoverschrijdende criminaliteit alsmede de illegale migratie, te bereiken en hiervoor de noodzakelijke juridische en technische voorwaarden te creëren,

Met inachtneming van de grondrechten voortvloeiend uit het Handvest van de grondrechten van de Europese Unie, het Europees Verdrag tot bescherming van de Rechten van de Mens en de Fundamentele Vrijheden alsmede de gezamenlijke grondwettelijke tradities van de betrokken staten, in het bijzonder in het bewustzijn dat de verstrekking van persoonsgegevens aan een andere Verdragsluitende Partij vereist dat een redelijk niveau van gegevensbescherming door de ontvangende Verdragsluitende Partij gewaarborgd is,

Overwegend dat — onverminderd het thans geldende nationale recht — adequate gerechtelijke controle van de in dit Verdrag voorziene maatregelen, gehandhaafd en geregeld dient te worden,

In het streven dit Verdrag door nadere overeenkomsten aan te vullen teneinde de geautomatiseerde bevraging van gegevens uit andere geschikte registers mogelijk te maken, voor zover zulks ter intensivering van de grensoverschrijdende samenwerking noodzakelijk en redelijk is,

Zijn als volgt overeengekomen :

HOOFDSTUK 1. — Algemeen deel

Artikel 1 Grondbeginselen van het Verdrag

(1) De Verdragsluitende Partijen beogen met dit Verdrag de grensoverschrijdende samenwerking, in het bijzonder de onderlinge gegevensuitwisseling, te intensiveren.

(2) Deze samenwerking laat onverlet het recht van de Europese Unie en het staat elke lidstaat van de Europese Unie vrij hiertoe overeenkomstig dit Verdrag toe te treden.

(3) De samenwerking in het kader van dit Verdrag is gericht op de ontwikkeling van initiatieven ter bevordering van de Europese samenwerking op de in dit Verdrag beschreven terreinen.

(4) Uiterlijk drie jaar na inwerkingtreding van dit Verdrag wordt op basis van een evaluatie van de ervaringen opgedaan bij de uitvoering van dit Verdrag, in overleg met de Europese Commissie respectievelijk op voorstel van de Europese Commissie, met inachtneming van de bepalingen van het Verdrag betreffende de Europese Unie en het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap, een initiatief voorgelegd dat tot doel heeft de regelingen van dit Verdrag in het juridisch raamwerk van de Europese Unie op te nemen.

(5) De Verdragsluitende Partijen rapporteren regelmatig gezamenlijk aan de Raad van de Europese Unie en de Europese Commissie over de voortgang van de samenwerking.

CHAPITRE 2. — Profils ADN, données dactyloscopiques et autres données

Article 2

Création de fichiers nationaux d'analyse ADN

(1) Les Parties contractantes s'engagent à créer et à gérer des fichiers nationaux d'analyse ADN en vue de la poursuite de infractions pénales. Le traitement des données enregistrées dans ces fichiers en vertu du présent Traité s'effectuera, sous réserve des autres dispositions du présent Traité, conformément au droit national applicable au processus de traitement en question.

(2) En vue de la mise en œuvre du présent Traité, les Parties contractantes garantissent que des données indexées se référant au contenu des fichiers nationaux d'analyse ADN visés au paragraphe 1^{er}, lère phrase, sont disponibles. Ces données indexées ne contiennent que les profils ADN* issus de la partie non codante de l'ADN ainsi qu'une référence. Les données indexées ne doivent contenir aucune donnée permettant l'identification directe de la personne concernée. Les données indexées qui ne peuvent être attribuées à aucune personne (traces ouvertes) doivent être reconnaissables en tant que telles.

(3) Lors du dépôt de l'instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, chaque Partie contractante désigne les fichiers nationaux d'analyse ADN auxquels les articles 2 à 6 s'appliquent, ainsi que les conditions régissant la consultation automatisée sur la base de l'article 3, paragraphe 1^{er}.

* Pour l'Allemagne les profils ADN en vertu du présent Traité s'appellent Identifizierungsmuster (modèles d'identification ADN).

Article 3

Consultation automatisée de profils ADN

(1) Les Parties contractantes autorisent les points de contact nationaux des autres Parties contractantes, visés à l'article 6, à accéder, en vue de poursuivre des infractions pénales, aux données indexées de leurs fichiers d'analyse ADN, et ce avec le droit de procéder à une consultation automatisée à l'aide d'une comparaison des profils ADN. La consultation ne peut s'opérer qu'au cas par cas et dans le respect du droit national de la Partie contractante qui effectue ladite consultation.

(2) Si, dans le cadre d'une consultation automatisée, une concordance entre un profil ADN transmis et un profil ADN enregistré dans le fichier de la Partie contractante destinataire est constatée, le point de contact national ayant lancé la consultation est informé par voie automatisée de l'existence d'une concordance et de la référence. Si aucune concordance ne peut être constatée, communication en est faite de manière automatisée.

Article 4

Comparaison automatisée de profils ADN

(1) Les Parties contractantes comparent, par l'intermédiaire de leurs points de contact nationaux et d'un commun accord, les profils ADN de leurs traces ouvertes avec tous les profils ADN provenant des données indexées des autres fichiers nationaux d'analyse ADN en vue de poursuivre des infractions pénales. La transmission et la comparaison s'opèrent de manière automatisée. La transmission visant à comparer des profils ADN des traces ouvertes ne s'opère que dans les cas où une telle transmission est prévue par le droit national de la Partie contractante requérante.

(2) Si, lors de la comparaison prévue au paragraphe 1^{er}, une Partie contractante constate que des profils ADN transmis correspondent à ceux contenus dans son propre fichier d'analyse ADN, elle communique sans délai au point de contact national de l'autre Partie contractante les données indexées pour lesquels une concordance a été constatée.

Article 5

Transmission d'autres données à caractère personnel et d'autres informations

En cas de constatation de concordance de profils ADN dans le cadre de la procédure prévue aux articles 3 et 4, la transmission d'autres données à caractère personnel se rapportant aux données indexées ainsi que d'autres informations s'opère en vertu du droit national de la Partie contractante requise, y compris les dispositions relatives à l'entraide judiciaire.

Article 6

Point de contact national et accord d'exécution

(1) Chaque Partie contractante désigne un point de contact national pour la transmission de données en vertu des articles 3 et 4. Les compétences du point de contact national sont régies par le droit national qui lui est applicable.

HOOFDSTUK 2. — DNA-profielen, dactyloscopische en overige gegevens

Artikel 2

Aanleggen van nationale DNA-analysebestanden

(1) De Verdragsluitende Partijen verplichten zich ter opsporing van strafbare feiten, nationale DNA-analysebestanden aan te leggen en te beheren. De verwerking van de in deze bestanden opgeslagen gegevens op grond van dit Verdrag geschiedt behoudens de overige bepalingen van dit Verdrag met inachtneming van het voor de verwerkingsprocedure geldende nationale recht.

(2) Ter uitvoering van dit Verdrag waarborgen de Verdragsluitende Partijen dat linkgegevens uit het nationale DNA-analysebestand, als bedoeld in de eerste volzin van het eerste lid, aanwezig zijn. Linkgegevens omvatten uitsluitend de op basis van het niet gecodeerde gedeelte van het DNA vastgestelde DNA-profielen* en een kenmerk. Linkgegevens mogen geen gegevens bevatten op basis waarvan de betrokkene rechtstreeks kan worden geïdentificeerd. Linkgegevens die niet aan een persoon kunnen worden gekoppeld — open sporen —, dienen als zodanig herkenbaar te zijn.

(3) Bij neerlegging van de akten van bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring of toetreding benoemt elke Verdragsluitende Partij de nationale DNA-analysebestanden, waarop de artikelen 2 tot en met 6 van toepassing zijn, alsmede de voorwaarden voor de geautomatiseerde bevraging, bedoeld in artikel 3, eerste lid.

* Voor de Bondsrepubliek Duitsland zijn DNA-profielen in de zin van dit verdrag DNA-Identifizierungsmuster.

Artikel 3

Geautomatiseerde bevraging van DNA-profielen

(1) Ter opsporing van strafbare feiten verlenen de Verdragsluitende Partijen aan de nationale contactpunten van de andere Verdragsluitende Partijen, bedoeld in artikel 6, toegang tot de linkgegevens van hun DNA-analysebestanden, met het recht deze geautomatiseerd te bevragen door middel van een vergelijking van de DNA-profielen. De bevoegdheid tot bevraging mag uitsluitend in individuele gevallen en met inachtneming van het nationale recht van de bevragende Verdragsluitende Partij worden uitgeoefend.

(2) Indien bij een geautomatiseerde bevraging wordt vastgesteld dat een verstrekt DNA-profiel met een in het bestand van de ontvangende Partij opgeslagen DNA-profiel overeenkomt, ontvangt het bevragende contactbureau geautomatiseerd de informatie over de aanwezigheid van een hit en het kenmerk. Indien geen overeenkomst kan worden vastgesteld, wordt zulks geautomatiseerd meegedeeld.

Artikel 4

Geautomatiseerde vergelijking van DNA-profielen

(1) Ter opsporing van strafbare feiten vergelijken de Verdragsluitende Partijen met wederzijds goedvinden via hun nationale contactpunten de DNA-profielen van hun open sporen met alle DNA-profielen uit linkgegevens van de andere nationale DNA-analysebestanden. De verstrekking en vergelijking geschieden geautomatiseerd. De verstrekking ter vergelijking van de DNA-profielen van de open sporen geschiedt uitsluitend in die gevallen waarin het nationale recht van de verzoekende Verdragsluitende Partij hierin voorziet.

(2) Indien een Verdragsluitende Partij bij de vergelijking, bedoeld in het eerste lid, vaststelt dat verstrekte DNA-profielen met die in haar DNA-analysebestand overeenkomen, verstrekt zij onverwijld aan het nationale contactpunt van de andere Verdragsluitende Partij de linkgegevens waarmee een overeenkomst is vastgesteld.

Artikel 5

Verstrekking van nadere persoonsgegevens en overige informatie

Indien in het kader van de procedure, bedoeld in de artikelen 3 en 4, wordt vastgesteld dat DNA-profielen overeenkomen, is het nationale recht, met inbegrip van de rechtshulpvoorschriften, van de aangezochte Verdragsluitende Partij bepalend voor de verstrekking van nadere, met betrekking tot de linkgegevens aanwezige persoonsgegevens en overige informatie.

Artikel 6

Nationaal contactpunt en uitvoeringsafpraak

(1) Ter uitvoering van de gegevensverstrekking, bedoeld in de artikelen 3 en 4, benoemt elke Verdragsluitende Partij een nationaal contactpunt. Bepalend voor de bevoegdheden van het contactpunt is het van toepassing zijnde nationale recht.

(2) Un accord d'exécution au sens de l'article 44 règle les détails techniques des procédures décrites aux articles 3 et 4.

Article 7

Prélèvement de matériel génétique et transmission de profils ADN

Si, dans le cadre d'une procédure d'enquête ou d'une procédure judiciaire en cours, le profil ADN d'une personne déterminée qui se trouve sur le territoire de la Partie contractante requise fait défaut, cette dernière accorde l'entraide judiciaire en prélevant et en analysant le matériel génétique de cette personne ainsi qu'en transmettant le profil ADN obtenu, lorsque :

1. la Partie contractante requérante communique le but pour lequel cette procédure est nécessaire;
2. la Partie contractante requérante présente une ordonnance ou un acte d'enquête, émis par l'autorité compétente, requis en vertu de son droit national, faisant ressortir que les conditions pour le prélèvement et l'analyse du matériel génétique seraient réunies dans l'hypothèse où la personne en question se trouverait sur le territoire de la Partie contractante requérante et
3. les conditions préalables au prélèvement et à l'analyse du matériel génétique ainsi qu'à la transmission du profil ADN obtenu sont réunies en vertu du droit de la Partie contractante requise.

Article 8

Données dactyloscopiques

En vue de la mise en œuvre du présent Traité, les Parties contractantes garantissent que des données indexées soient disponibles concernant le contenu des systèmes automatisés nationaux d'identification dactyloscopique créés en vue de la prévention et de la poursuite de infractions pénales. Ces données indexées ne contiennent que des données dactyloscopiques et une référence. Les données indexées ne doivent contenir aucune donnée permettant l'identification directe de la personne concernée. Les données indexées qui ne peuvent être attribuées à aucune personne (traces ouvertes) doivent être reconnaissables en tant que telles.

Article 9

Consultation automatisée de données dactyloscopiques

(1) Les Parties contractantes autorisent le point de contact national des autres Parties contractantes, visé à l'article 11, à accéder, en vue de prévenir et de poursuivre des infractions pénales, aux données indexées de leurs systèmes automatisés d'identification dactyloscopique créés à cette fin, et ce avec le droit de procéder à une consultation automatisée à l'aide d'une comparaison des données dactyloscopiques. La consultation ne peut s'opérer qu'au cas par cas et dans le respect du droit national de la Partie contractante qui effectue ladite consultation.

(2) L'établissement définitif d'un lien entre une donnée dactyloscopique et une donnée indexée de la Partie contractante gestionnaire du fichier est réalisé par le point de contact national de la Partie ayant réalisé la consultation sur la base des données indexées transmises en mode automatisé et nécessaires à une attribution univoque.

Article 10

Transmission d'autres données à caractère personnel ainsi que d'autres informations

En cas de constatation de concordance de données indexées dans le cadre de la procédure prévue à l'article 9, la transmission d'autres données à caractère personnel se rapportant aux données indexées ainsi que d'autres informations s'opère en vertu du droit national de la Partie contractante requise, y compris les dispositions relatives à l'entraide judiciaire.

Article 11

Point de contact national et accord d'exécution

(1) Chaque Partie contractante désigne un point de contact national pour la transmission de données en vertu de l'article 9. Les compétences du point de contact national sont régies par le droit national qui lui est applicable.

(2) Un accord d'exécution au sens de l'article 44 règle les détails techniques de la procédure décrite à l'article 9.

(2) De bijzonderheden met betrekking tot de technische invulling van de in de artikelen 3 en 4 beschreven procedures worden door middel van een uitvoeringsafpraak als bedoeld in artikel 44 geregeld.

Artikel 7

Afname van celmateriaal en verstrekking van DNA-profielen

Indien in het kader van een lopend opsporingsonderzoek of strafrechtelijke procedure geen DNA-profiel beschikbaar is van een bepaalde persoon die zich op het grondgebied van een aangezochte Verdragsluitende Partij bevindt, verleent de aangezochte Verdragsluitende Partij rechtshulp door het afnemen en onderzoeken van celmateriaal van deze persoon evenals door verstrekking van het verkregen DNA-profiel, indien :

1. de verzoekende Verdragsluitende Partij meedeelt voor welk doel zulks vereist is;
2. de verzoekende Verdragsluitende Partij een naar het recht van laatstgenoemde vereist onderzoeksbevel of verklaring van de bevoegde autoriteit overlegt, waaruit blijkt dat aan de voorwaarden voor het afnemen en onderzoeken van celmateriaal zou zijn voldaan indien de desbetreffende persoon zich op het grondgebied van de verzoekende Verdragsluitende Partij zou bevinden; en
3. naar het recht van de aangezochte Verdragsluitende Partij aan de voorwaarden voor het afnemen en onderzoeken van celmateriaal alsmede aan de voorwaarden voor de verstrekking van het verkregen DNA-profiel, is voldaan.

Artikel 8

Dactyloscopische gegevens

Ter uitvoering van dit Verdrag waarborgen de Verdragsluitende Partijen dat linkgegevens voor het bestand van de ter voorkoming en opsporing van strafbare feiten opgezette nationale geautomatiseerde dactyloscopische identificatiesystemen voorhanden zijn. Linkgegevens omvatten uitsluitend dactyloscopische gegevens en een kenmerk. De linkgegevens mogen geen gegevens bevatten op basis waarvan de betrokkene rechtstreeks kan worden geïdentificeerd. Linkgegevens die niet aan een persoon kunnen worden gekoppeld — open sporen —, dienen als zodanig herkenbaar te zijn.

Artikel 9

Geautomatiseerde bevraging van dactyloscopische gegevens

(1) Ter voorkoming en opsporing van strafbare feiten verlenen de Verdragsluitende Partijen aan de nationale contactpunten van de andere Verdragsluitende Partijen, bedoeld in artikel 11, toegang tot de linkgegevens van de geautomatiseerde dactyloscopische identificatiesystemen die zij te dien einde hebben opgezet, zulks met het recht deze geautomatiseerd te bevragen door middel van een vergelijking van de dactyloscopische gegevens. De bevoegdheid tot bevraging mag uitsluitend in individuele gevallen en met inachtneming van het nationale recht van de bevragende Verdragsluitende Partij worden uitgeoefend.

(2) De definitieve koppeling van een dactyloscopisch gegeven aan een linkgegeven van de met het bestandsbeheer belaste Verdragsluitende Partij geschiedt door het bevragende nationale contactpunt aan de hand van de geautomatiseerd verstrekte linkgegevens, die voor de eenduidige koppeling noodzakelijk zijn.

Artikel 10

Verstrekking van nadere persoonsgegevens en overige informatie

Indien in het kader van de procedure, als bedoeld in artikel 9, wordt vastgesteld dat dactyloscopische gegevens overeenkomen, is het nationale recht, met inbegrip van de rechtshulpvoorschriften, van de aangezochte Verdragsluitende Partij bepalend voor de verstrekking van nadere, met betrekking tot de linkgegevens aanwezige persoonsgegevens en overige informatie.

Artikel 11

Nationaal contactpunt en uitvoeringsafpraak

(1) Ter uitvoering van de gegevensverstrekking, als bedoeld in artikel 9, benoemt elke Verdragsluitende Partij een nationaal contactpunt. Bepalend voor de bevoegdheden van het contactpunt is het hiervoor van toepassing zijnde nationale recht.

(2) De bijzonderheden met betrekking tot de technische invulling van de in artikel 9 beschreven procedures worden door middel van een uitvoeringsafpraak als bedoeld in artikel 44 geregeld.

Article 12

Consultation automatisée de données
dans les registres d'immatriculation de véhicules

(1) En vue de prévenir et de poursuivre des infractions pénales, en vue de poursuivre des faits pénalement punissables relevant, sur le territoire de la Partie contractante effectuant la consultation, de la compétence des tribunaux ou du ministère public, et en vue de maintenir l'ordre et la sécurité publics, les Parties contractantes autorisent les points de contacts nationaux des autres Parties contractantes, mentionnés au paragraphe 2, à accéder aux données suivantes dans les registres nationaux des véhicules, et ce avec le droit de procéder à une consultation automatisée au cas par cas :

1. les données relatives aux propriétaires ou, selon le cas, détenteurs ainsi que
2. les données relatives aux véhicules.

La consultation ne doit s'opérer qu'en utilisant un numéro complet d'identification du véhicule ou un numéro complet de plaque minéralogique. La consultation ne saurait s'opérer que dans le respect du droit national de la Partie contractante effectuant la consultation.

(2) Chaque Partie contractante désigne un point de contact national pour les demandes qui lui sont adressées en vue de la transmission de données qui est prévue au paragraphe 1^{er}. Les compétences du point de contact national sont régies par le droit national qui lui est applicable. Un accord d'exécution au sens de l'article 44 règle les détails techniques de la procédure.

Article 13

Transmission de données à caractère non-personnel

En vue de prévenir des infractions pénales et de maintenir l'ordre et la sécurité publics lors de manifestations de grande envergure à dimension transfrontalière, en particulier dans le domaine sportif ou en rapport avec des réunions du Conseil européen, les Parties contractantes se transmettent mutuellement des données à caractère non-personnel qui peuvent être nécessaires à cet effet, aussi bien sur demande que de leur propre initiative et dans le respect du droit national de la Partie contractante transmettant les données,.

Article 14

Transmission de données à caractère personnel

(1) En vue de prévenir des infractions pénales et de maintenir l'ordre et la sécurité publics lors de manifestations de grande envergure à dimension transfrontalière, en particulier dans le domaine sportif ou en rapport avec des réunions du Conseil européen, les Parties contractantes se transmettent mutuellement, aussi bien sur demande que de leur propre initiative, des données relatives à des personnes, lorsque des condamnations définitives ou d'autres faits justifient la présomption que ces personnes vont commettre des infractions pénales dans le cadre de ces événements ou qu'elles présentent un danger pour l'ordre et la sécurité publics, pour autant que la transmission de ces données soit permise en vertu du droit national de la Partie contractante transmettant les données.

(2) Les données à caractère personnel ne peuvent être traitées qu'aux fins visées au paragraphe 1^{er} et pour l'événement précisément décrit en vue duquel elles ont été communiquées. Les données transmises doivent être immédiatement effacées dès lors que les fins visées au paragraphe 1^{er} ont été atteintes ou ne peuvent plus l'être. En tout état de cause, les données transmises sont effacées au plus tard après un an.

Article 15

Point de contact national

Chaque Partie contractante désigne un point de contact national pour la transmission de données en vertu des articles 13 et 14. Les compétences du point de contact national sont régies par le droit national qui lui est applicable.

CHAPITRE 3. — Mesures
visant à prévenir des infractions terroristes

Article 16

Transmission d'informations
en vue de prévenir des infractions terroristes

(1) En vue de prévenir des infractions terroristes, les Parties contractantes peuvent transmettre, dans le respect du droit national et sans demande, dans des cas particuliers, aux points de contact nationaux des autres Parties contractantes, visés au paragraphe 3, les données à caractère personnel et les informations visées au paragraphe 2, pour autant que ce soit nécessaire parce que certains faits justifient la présomption que les personnes concernées vont commettre

Artikel 12

Geautomatiseerde bevraging van gegevens uit de kentekenregisters

(1) Ter voorkoming en opsporing van strafbare feiten alsmede ter afhandeling van overtredingen die in de bevraging staat tot de bevoegdheid van de rechtbanken of het Openbaar ministerie behoren, en ter handhaving van de openbare orde en veiligheid, verlenen de Verdragsluitende Partijen aan de nationale contactpunten van de andere Verdragsluitende Partijen, bedoeld in het tweede lid, toegang tot de volgende gegevens uit de nationale kentekenregisters, zulks met het recht deze in individuele gevallen geautomatiseerd te bevragen :

1. gegevens met betrekking tot de eigenaars of houders; en
2. gegevens met betrekking tot voertuigen.

De bevraging mag uitsluitend met gebruikmaking van een volledig chassisnummer of een volledig kenteken worden gedaan. De bevoegdheid tot bevraging mag uitsluitend met inachtneming van het nationale recht van de bevraging Verdragsluitende Partij worden uitgeoefend.

(2) Ter uitvoering van de gegevensuitwisseling, bedoeld in het eerste lid, benoemt elke Verdragsluitende Partij een nationaal contactpunt voor inkomende verzoeken. Bepalend voor de bevoegdheden van het contactpunt is het van toepassing zijnde nationale recht. De bijzonderheden met betrekking tot de technische invulling van de procedure worden door middel van een uitvoeringsafpraak als bedoeld in artikel 44 geregeld.

Artikel 13

Verstreking van niet persoonsgebonden gegevens

Ter voorkoming van strafbare feiten en ter handhaving van de openbare orde en veiligheid in samenhang met grootschalige evenementen met een grensoverschrijdende dimensie, in het bijzonder op het gebied van sport of bijeenkomsten van de Europese Raad, verstrekken de Verdragsluitende Partijen elkaar zowel op verzoek als op eigen initiatief, met inachtneming van het nationale recht van de verstrekkende Verdragsluitende Partij, nietpersoonsgebonden gegevens die hiertoe noodzakelijk kunnen zijn.

Artikel 14

Verstreking van persoonsgegevens

(1) Ter voorkoming van strafbare feiten en ter handhaving van de openbare orde en veiligheid in samenhang met grootschalige evenementen met een grensoverschrijdende dimensie, in het bijzonder op het gebied van sport of bijeenkomsten van de Europese Raad, verstrekken de Verdragsluitende Partijen elkaar zowel op verzoek als op eigen initiatief persoonsgegevens, indien onherroepelijke veroordelingen of andere feiten het vermoeden rechtvaardigen dat de desbetreffende personen tijdens het evenement strafbare feiten zullen begaan of dat zij een gevaar voor de openbare orde en veiligheid vormen, voor zover de verstreking van deze gegevens overeenkomstig het nationale recht van de verstrekkende Verdragsluitende Partij is toegestaan.

(2) De persoonsgegevens mogen uitsluitend worden verwerkt voor de in het eerste lid omschreven doeleinden en in het kader van het nauwkeurig omschreven evenement waarvoor deze werden meegegeeld. De verstrekte gegevens dienen onverwijld te worden gewist, voor zover de doeleinden, bedoeld in het eerste lid, zijn verwezenlijkt of niet meer verwezenlijkt kunnen worden. De verstrekte gegevens dienen in elk geval uiterlijk na een jaar te worden gewist.

Artikel 15

Nationaal contactpunt

Ter uitvoering van de gegevensverstreking, bedoeld in de artikelen 13 en 14, benoemt elke Verdragsluitende Partij een nationaal contactpunt. Bepalend voor de bevoegdheden van het nationale contactpunt is het van toepassing zijnde nationale recht.

HOOFDSTUK 3. — Maatregelen
ter voorkoming van terroristische strafbare feiten

Artikel 16

Verstreking van informatie
ter voorkoming van terroristische strafbare feiten

(1) Ter voorkoming van terroristische strafbare feiten kunnen de Verdragsluitende Partijen aan de nationale contactpunten van de andere Verdragsluitende Partijen, bedoeld in het derde lid, met inachtneming van het nationale recht, in individuele gevallen, ook zonder verzoek de in het tweede lid genoemde persoonsgegevens en informatie verstrekken, voorzover zulks noodzakelijk is omdat bepaalde feiten het vermoeden rechtvaardigen dat de betrokkenen strafbare

des infractions telles que visées aux articles 1^{er} à 3 inclus de la décision-cadre 2002/475/JAI du Conseil de l'Union européenne du 13 juin 2002 relative à la lutte contre le terrorisme.

(2) Les données et informations à transmettre comportent les noms, prénoms, date et lieu de naissance ainsi qu'une description des faits desquels découle la présomption visée au paragraphe 1^{er}.

(3) Chaque Partie contractante désigne un point de contact national chargé de l'échange de données avec les points de contact nationaux des autres Parties contractantes. Les compétences de chaque point de contact national sont régies par le droit national qui lui est applicable.

(4) L'autorité transmettant les données peut, en vertu du droit national, fixer des conditions relatives à l'utilisation de ces données et informations par l'autorité destinataire. Cette dernière est liée par ces conditions.

Article 17

Gardes armés à bord des aéronefs

(1) Chaque Partie contractante décide de façon autonome, en fonction de sa politique nationale de sûreté aérienne, de l'intervention de gardes armés à bord des aéronefs dans les aéronefs enregistrés auprès de ladite Partie contractante. L'intervention de ces gardes armés à bord des aéronefs s'effectue en conformité avec la Convention de Chicago du 7 décembre 1944 relative à l'aviation civile internationale, et ses annexes, notamment l'annexe 17, ainsi qu'avec les autres documents relatifs à son application et en tenant compte des pouvoirs du commandant d'aéronef en vertu de la Convention de Tokyo du 14 septembre 1963 relative aux infractions et à certains autres actes survenant à bord des aéronefs, ainsi que conformément à d'autres réglementations de droit international pertinentes, dans la mesure où ceux-ci sont contraignants pour les Parties contractantes respectives.

(2) Sont gardes armés à bord des aéronefs au sens du présent Traité les fonctionnaires de police ou agents de l'autorité publique dûment formés à cet effet et chargés du maintien de la sécurité à bord d'aéronefs.

(3) Les Parties contractantes se soutiennent mutuellement dans la formation initiale et continue des gardes armés à bord des aéronefs et collaborent étroitement sur les questions touchant à l'équipement de ces gardes.

(4) Préalablement à l'accompagnement d'un vol, le bureau national de coordination compétent de la Partie contractante expéditrice, visé à l'article 19, doit annoncer cette intervention par écrit. L'information est notifiée, au moins trois jours avant le vol concerné à destination ou en provenance d'un aéroport d'une autre Partie contractante, au bureau national de coordination compétent de l'autre Partie contractante. En cas de danger imminent, la notification est faite sans délai, en principe avant l'atterrissage.

(5) La notification écrite, traitée confidentiellement par les Parties contractantes, comporte les informations mentionnées à l'annexe 1 du présent Traité. Les Parties contractantes peuvent, par un accord séparé, modifier l'annexe 1.

Article 18

Port d'armes de service, de munitions et d'objets d'équipement

(1) Les Parties contractantes délivrent aux gardes armés affectés à bord des aéronefs des autres Parties contractantes, à la demande de ces dernières, une autorisation générale de port d'armes de service, de munitions et d'objets d'équipement pour les vols à destination ou en provenance des aéroports des Parties contractantes. Cette autorisation s'étend au port d'armes de service et de munitions aussi bien à bord d'aéronefs que, dans les conditions prévues au paragraphe 2, dans les zones de sécurité non accessibles au public dans un aéroport de la Partie contractante concernée.

(2) Le port d'armes de service et de munitions est soumis aux conditions suivantes :

1. La sortie de l'aéronef dans un aéroport avec des armes et munitions ou le séjour dans les zones de sécurité non accessibles au public d'un aéroport d'une autre Partie contractante n'est autorisé qu'avec l'accompagnement d'un représentant de l'autorité nationale compétente de l'autre Partie contractante concernée.

2. Immédiatement après leur sortie de l'aéronef, les armes de service et les munitions portées sont déposées sous escorte dans un lieu à déterminer par l'autorité nationale compétente, où celles-ci sont stockées de manière sécurisée et sous surveillance.

feiten als bedoeld in de artikelen 1 tot en met 3 van het Kaderbesluit 2002/475/JBZ van de Raad van de Europese Unie van 13 juni 2002 inzake terrorismebestrijding zullen begaan.

(2) Tot de te verstrekken gegevens en informatie behoren namen, voornamen, geboortedatum en geboorteplaats alsmede de beschrijving van de feiten die aanleiding geven tot het vermoeden, bedoeld in het eerste lid.

(3) Elke Verdragsluitende Partij benoemt een nationaal contactpunt dat is belast met de gegevensuitwisseling met de contactpunten van de andere Verdragsluitende Partijen. Bepalend voor de bevoegdheden van het nationale contactpunt is het van toepassing zijnde nationale recht.

(4) De verstreckende autoriteit kan, met inachtneming van het nationale recht, voorwaarden verbinden aan het gebruik van deze gegevens en informatie door de ontvangende autoriteit. De ontvangende autoriteit is aan deze voorwaarden gebonden.

Artikel 17

Vluchtbegeleiders

(1) Elke Verdragsluitende Partij beslist zelfstandig op grond van haar nationale beleid met betrekking tot de beveiliging van de luchtvaart, over de inzet van vluchtbegeleiders in de luchtvaartuigen die bij deze Verdragsluitende Partij zijn geregistreerd. De inzet van deze vluchtbegeleiders geschiedt in overeenstemming met het Verdrag van Chicago van 7 december 1944 betreffende de internationale burgerlijke luchtvaart met bijlagen, in het bijzonder bijlage 17, en de documenten die hieraan uitvoering geven, en met inachtneming van de bevoegdheden van de gezagvoerder uit hoofde van het Verdrag van Tokio van 14 september 1963 inzake strafbare feiten en bepaalde andere handelingen begaan aan boord van luchtvaartuigen, alsmede met overige daarop van toepassing zijnde volkenrechtelijke regelingen voorzover ze voor de betrokken Verdragsluitende Partijen bindend zijn.

(2) Vluchtbegeleiders als bedoeld in dit Verdrag zijn politieambtenaren of overeenkomstig opgeleid overheidspersoneel, die tot taak hebben de beveiliging aan boord van luchtvaartuigen te handhaven.

(3) De Verdragsluitende Partijen ondersteunen elkaar wederzijds bij de opleiding en bijscholing van vluchtbegeleiders en werken nauw samen met betrekking tot vragen over de uitrusting van vluchtbegeleiders.

(4) Voordat een Verdragsluitende Partij vluchtbegeleiders inzet, dient het bevoegde nationale coördinatiepunt van de desbetreffende Verdragsluitende Partij de inzet van vluchtbegeleiders schriftelijk aan te melden. De aanmelding geschiedt ten minste drie dagen voor de desbetreffende vlucht van of naar een luchthaven van een andere Verdragsluitende Partij bij het bevoegde nationale coördinatiepunt van de andere Verdragsluitende Partij. Bij acuut gevaar dient de aanmelding onverwijld te geschieden, in beginsel voor de landing.

(5) De schriftelijke aanmelding, bevat de in Bijlage 1 van het Verdrag genoemde informatie en wordt door de Verdragsluitende Partijen vertrouwelijk behandeld. De Verdragsluitende Partijen kunnen door middel van een afzonderlijke afspraak een wijziging van Bijlage 1 overeenkomen.

Artikel 18

Meevoeren van wapenening, munitie en uitrusting

(1) De Verdragsluitende Partijen verlenen aan de door de andere Verdragsluitende Partijen ingezette vluchtbegeleiders op verzoek algemene toestemming wapenening, munitie en uitrusting mee te voeren op vluchten van of naar de luchthavens van de Verdragsluitende Partijen. Deze toestemming omvat het meevoeren van wapenening en munitie aan boord van luchtvaartuigen alsmede, met inachtneming van het tweede lid, in de niet algemeen toegankelijke veiligheidszones van een luchthaven van de desbetreffende Verdragsluitende Partij.

(2) Het meevoeren van wapenening en munitie is aan de volgende voorwaarden gebonden :

1. Het is niet toegestaan het luchtvaartuig op luchthavens met wapenening en munitie te verlaten of zich in niet algemeen toegankelijke veiligheidszones van een luchthaven van een andere Verdragsluitende Partij op te houden, tenzij zulks onder begeleiding van een vertegenwoordiger van de bevoegde nationale autoriteit van de desbetreffende andere Verdragsluitende Partij geschiedt.

2. Meegevoerde wapenening en munitie worden onverwijld na het verlaten van het luchtvaartuig onder begeleiding veilig en onder toezicht bewaard op een door de bevoegde nationale autoriteit aan te wijzen afgiftepunt.

Article 19

Bureaux nationaux de contact et de coordination

Chaque Partie contractante désigne un bureau national de contact et de coordination pour l'exécution des missions visées aux articles 17 et 18.

CHAPITRE 4. — Mesures relatives à la lutte contre la migration illégale

Article 20

Conseillers en faux documents

(1) Sur la base d'évaluations communes de la situation et en tenant compte du règlement (CE) n 377/2004 du Conseil de l'Union européenne du 19 février 2004 relatif à la création d'un réseau d'officiers de liaison « Immigration », les Parties contractantes conviennent de l'envoi de conseillers en faux documents dans des pays considérés comme pays d'origine ou de transit pour la migration illégale.

(2) Sur la base du droit national, les Parties contractantes s'informent régulièrement des éléments d'information relatifs à la migration illégale obtenus grâce à l'activité de leurs conseillers en faux documents.

(3) Lors de l'envoi de conseillers en faux documents, les Parties contractantes peuvent désigner une Partie contractante coordinatrice pour la réalisation de mesures concrètes. La coordination pourra également être limitée dans le temps.

Article 21

Missions des conseillers en faux documents

Les conseillers en faux documents envoyés par les Parties contractantes remplissent notamment les missions suivantes :

1. conseil et formation des représentations diplomatiques ou consulaires des Parties contractantes sur des affaires de visas et de passeports, notamment en ce qui concerne la reconnaissance de documents falsifiés ou contrefaits, ainsi que sur la fraude documentaire et la migration illégale,

2. conseil et formation de sociétés de transport en matière d'obligations découlant pour elles de la Convention d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985 relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée le 19 juin 1990, et de l'annexe 9 de la Convention de Chicago du 7 décembre 1944 relative à l'aviation civile internationale, ainsi qu'en matière de la reconnaissance de documents falsifiés ou contrefaits tout comme sur les dispositions pertinentes relatives à l'entrée, ainsi que

3. conseil et formation des autorités et institutions du pays hôte compétentes pour les contrôles policiers aux frontières.

Il n'est pas porté atteinte aux compétences des représentations diplomatiques ou consulaires ni des autorités chargées des missions de contrôle policier frontalier des Parties contractantes.

Article 22

Bureaux nationaux de contact et de coordination

Les Parties contractantes désignent des bureaux nationaux de contact et de coordination servant d'interlocuteurs pour les concertations sur l'envoi de conseillers en faux documents ainsi que pour la planification, la mise en œuvre, l'accompagnement et le suivi de mesures de conseil et de formation.

Article 23

Soutien lors de mesures d'éloignement

(1) Les Parties contractantes se soutiennent mutuellement lors de mesures d'éloignement en tenant compte de la Décision 2004/573/CE du Conseil de l'Union européenne du 29 avril 2004 relative à l'organisation de vols communs pour l'éloignement, à partir du territoire de deux Etats membres ou plus, de ressortissants de pays tiers faisant l'objet de mesures d'éloignement sur le territoire de deux Etats membres ou plus, et de la Directive 2003/110/CE du Conseil de l'Union européenne du 25 novembre 2003 concernant l'assistance au transit dans le cadre de mesures d'éloignement par voie aérienne. Elles s'informent mutuellement en temps utile des mesures d'éloignement prévues et offrent dans la mesure du possible aux autres Parties contractantes la possibilité d'y participer. Lors de mesures d'éloignement communes, les Parties contractantes s'accordent sur l'accompagnement des personnes à éloigner et sur les mesures de sécurité.

(2) Une Partie contractante peut éloigner des personnes en transitant par le territoire d'une autre Partie contractante dans la mesure où cela s'avère nécessaire. La Partie contractante par le territoire de laquelle l'éloignement doit avoir lieu, décide de l'exécution de l'éloignement.

Artikel 19

Nationale contact- en coördinatiepunten

Ter uitvoering van de taken uit hoofde van de artikelen 17 en 18 benoemt elke Verdragsluitende Partij een nationaal contact- en coördinatiepunt.

HOOFDSTUK 4. — Maatregelen ter bestrijding van de illegale migratie

Artikel 20

Documentadviseurs

(1) De Verdragsluitende Partijen maken op basis van gezamenlijke situatiebeoordelingen en met in achtneming van de relevante bepalingen van verordening (EG) Nr.377/2004 van de Raad van de Europese Unie van 19 februari 2004 betreffende de oprichting van een netwerk van immigratieverbindingfunctionarissen, afspraken over de uitzending van documentadviseurs naar staten, die als land van herkomst of transitland van illegale migratie worden aangemerkt.

(2) Op basis van hun nationale recht wisselen de Verdragsluitende Partijen regelmatig de via de werkzaamheden van hun documentadviseurs verzamelde informatie over de illegale migratie uit.

(3) Bij uitzending van documentadviseurs kunnen de Verdragsluitende Partijen een Verdragsluitende Partij met de coördinatie van concrete maatregelen belasten. Deze coördinatie kan tijdelijk zijn.

Artikel 21

Taken van de documentadviseurs

De door de Verdragsluitende Partijen uitgezonden documentadviseurs oefenen met name de volgende taken uit :

1. advisering en opleiding van de buitenlandse vertegenwoordigingen van de Verdragsluitende Partijen in paspoort- en visumaangelegenheden, in het bijzonder bij de herkenning van valse en vervalste documenten en het misbruik van documenten en de illegale migratie;

2. advisering en opleiding van vervoersondernemingen ten aanzien van de verplichtingen die voor hen voortvloeien uit de Overeenkomst van 19 juni 1990 ter uitvoering van het op 14 juni 1985 te Schengen gesloten akkoord betreffende de geleidelijke afschaffing van de controles aan de gemeenschappelijke grenzen en uit Bijlage 9 van het Verdrag van Chicago van 7 december 1944 betreffende de internationale burgerlijke luchtvaart betreffende de herkenning van valse en vervalste documenten alsmede ten aanzien van de dienaangaande geldende inreisbepalingen; en

3. advisering en opleiding van de met de grenscontrole belaste autoriteiten en instellingen van het gastland.

De bevoegdheden van de buitenlandse vertegenwoordigingen en de met grenscontrole belaste autoriteiten van de Verdragsluitende Partijen blijven onverlet.

Artikel 22

Nationale contact- en coördinatiepunten

De Verdragsluitende Partijen benoemen nationale contact- en coördinatiepunten die als aanspreekpunt dienen voor de coördinatie bij de uitzending van documentadviseurs alsmede voor de voorbereiding, uitvoering, begeleiding en evaluatie van advies- en opleidingsmaatregelen.

Artikel 23

Ondersteuning bij repatrieringsmaatregelen

(1) De Verdragsluitende Partijen ondersteunen elkaar bij repatrieringsmaatregelen met in achtneming van de beschikking 2004/573/EG van de Raad van de Europese Unie van 29 april 2004 inzake het organiseren van gezamenlijke vluchten voor de verwijdering van onderdanen van derde landen tegen wie individuele verwijderingsmaatregelen zijn genomen van het grondgebied van twee of meer lidstaten en richtlijn 2003/110/EG van de Raad van de Europese Unie van 25 november 2003 betreffende de ondersteuning bij doorgeleiding in het kader van maatregelen tot verwijderingen door de lucht. Zij informeren elkaar vroegtijdig over geplande repatrieringsmaatregelen en stellen de andere Verdragsluitende Partijen, voorzover mogelijk, in de gelegenheid hieraan deel te nemen. Bij gezamenlijke repatrieringsmaatregelen stemmen de Verdragsluitende Partijen over de begeleiding van de te repatriëren personen en de veiligheidsmaatregelen met elkaar af.

(2) Een Verdragsluitende Partij mag te repatriëren personen, zo nodig, over het grondgebied van een andere Verdragsluitende Partij repatriëren. De beslissing over de repatrieringsmaatregel berust bij de Verdragsluitende Partij over wier grondgebied de repatriëring zal

Elle fixe dans sa décision les modalités de l'éloignement et applique, dans la mesure où cela s'avère nécessaire, les moyens de contrainte autorisés par son droit national à l'encontre de la personne à éloigner.

(3) Les Parties contractantes désignent des points de contact nationaux pour la planification et l'exécution des mesures d'éloignement. Des experts se rencontrent régulièrement au sein d'un groupe de travail afin :

1. d'évaluer les résultats d'actions antérieures et d'en tenir compte lors de la planification et de l'exécution ultérieures mesures d'éloignement,
2. d'examiner tous les problèmes éventuels liés au transit visé au paragraphe 2 et d'élaborer des solutions à cet égard.

CHAPITRE 5. — *Autres formes de coopération*

Article 24

Formes d'interventions communes

(1) Afin d'intensifier la coopération policière, les autorités compétentes à désigner par les Parties contractantes peuvent, en vue de maintenir l'ordre et la sécurité publics ainsi que pour prévenir des infractions pénales, constituer des patrouilles communes ainsi que d'autres formes d'intervention commune, au sein desquelles des fonctionnaires ou d'autres agents de l'autorité publique, à désigner par les Parties contractantes, (ci-après dénommés « les fonctionnaires ») participent aux interventions sur le territoire d'une autre Partie contractante.

(2) Chaque Partie contractante, en tant qu'Etat d'accueil, peut, conformément à son droit national et avec l'accord de l'Etat d'envoi, confier à des fonctionnaires d'autres Parties contractantes, dans le cadre de formes d'interventions communes, des compétences de puissance publique, ou admettre, pour autant que le droit de l'Etat d'accueil le permette, que des fonctionnaires d'autres Parties contractantes exercent leurs compétences de puissance publique selon le droit de l'Etat d'envoi. Les compétences de puissance publique ne peuvent à cet égard être exercées que sous le commandement et en règle générale en présence de fonctionnaires de l'Etat d'accueil. Les fonctionnaires de l'autre Partie contractante sont à cet égard soumis au droit national de l'Etat d'accueil. Leurs actes sont imputables à l'Etat d'accueil.

(3) Les fonctionnaires participant à des interventions communes d'autres Parties contractantes sont liés par les instructions de l'autorité compétente de l'Etat d'accueil.

(4) Un accord d'exécution au sens de l'article 44 règle les aspects pratiques de la coopération.

Article 25

Mesures en cas de danger présent

(1) Dans une situation d'urgence, les fonctionnaires d'une Partie contractante peuvent franchir sans autorisation préalable de l'autre Partie contractante la frontière commune en vue de prendre, en zone frontalière sur le territoire de cette autre Partie contractante et dans le respect du droit national de celle-ci, des mesures provisoires nécessaires afin d'écarter tout danger présent pour la vie ou l'intégrité physique de personnes.

(2) Il y a situation d'urgence au sens du paragraphe 1^{er} lorsque le fait d'attendre l'intervention des fonctionnaires de l'Etat d'accueil ou le placement sous commandement au sens de l'article 24, paragraphe 2, risque d'entraîner la réalisation du danger.

(3) Les fonctionnaires intervenants avisent sans délai l'Etat d'accueil. Ce dernier accuse réception de cette information et est tenu de prendre sans délai les mesures qui s'imposent afin d'écarter le danger et de reprendre la situation en main. Les fonctionnaires intervenants ne peuvent agir sur le territoire de l'Etat d'accueil que jusqu'à ce que ce dernier ait pris les mesures nécessaires. Les fonctionnaires intervenants sont tenus de respecter les instructions de l'Etat d'accueil.

(4) Les Parties contractantes concluent un accord séparé sur les autorités à aviser sans délai en vertu du paragraphe 3. Les fonctionnaires intervenants sont liés par les dispositions du présent article et par le droit de la Partie contractante sur le territoire de laquelle ils agissent.

(5) Les mesures prises par les fonctionnaires intervenants sont imputées à la responsabilité de l'Etat d'accueil.

geschieden. Bij de beslissing over de repatriëring bepaalt zij de voorwaarden voor de uitvoering ervan en legt, zo nodig, tevens de naar haar nationale recht toegestane vrijheidsbeperkende middelen aan de te repatriëren persoon op.

(3) Ter voorbereiding en uitvoering van repatriëringsmaatregelen benoemen de Verdragsluitende Partijen nationale contactpunten. De deskundigen komen regelmatig in een werkgroep bijeen teneinde :

1. de resultaten van eerdere acties te evalueren en hiermee bij de verdere voorbereiding en uitvoering rekening te houden;
2. alle eventuele problemen in verband met de transit bedoeld in het tweede lid, te onderzoeken en oplossingen voor deze problemen te vinden.

HOOFDSTUK 5. — *Overige vormen van samenwerking*

Artikel 24

Gezamenlijke vormen van optreden

(1) Ter intensivering van de politieke samenwerking kunnen de door de Verdragsluitende Partijen benoemde bevoegde autoriteiten gezamenlijke patrouilles en andere vormen van gezamenlijk optreden ter handhaving van de openbare orde en veiligheid en ter voorkoming van strafbare feiten instellen, waarbij de door de Verdragsluitende Partijen benoemde ambtenaren of ander overheidspersoneel (hierna : ambtenaren), van andere Verdragsluitende Partijen aan optredens op het grondgebied van een Verdragsluitende Partij meewerken.

(2) Elke Verdragsluitende Partij kan als gaststaat, met inachtneming van haar nationale recht, ambtenaren van andere Verdragsluitende Partijen met toestemming van de zendstaat in het kader van gezamenlijke vormen van optreden soevereine bevoegdheden toekennen of, voor zover zulks naar het recht van de gaststaat is toegestaan, ambtenaren van andere Verdragsluitende Partijen toestaan hun soevereine bevoegdheden overeenkomstig het recht van de zendstaat uit te oefenen. Soevereine bevoegdheden mogen hierbij uitsluitend onderleiding en in beginsel in aanwezigheid van ambtenaren van de gaststaat worden uitgeoefend. De ambtenaren van de andere Verdragsluitende Partij zijn hierbij aan het nationale recht van de gaststaat gebonden. Hun handelen valt onder de verantwoordelijkheid van de gaststaat.

(3) Bij gezamenlijk optreden betrokken ambtenaren van andere Verdragsluitende Partijen zijn onderworpen aan de aanwijzingen van de bevoegde autoriteit van de gaststaat.

(4) De praktische aspecten van de samenwerking worden door middel van uitvoeringsafspraken zoals bedoeld in artikel 44 geregeld.

Artikel 25

Maatregelen bij acuut gevaar

(1) Ambtenaren van een Verdragsluitende Partij mogen in spoedeisende situaties zonder voorafgaande toestemming van de andere Verdragsluitende Partij de gemeenschappelijke grens overschrijden teneinde in het nabij de grensgelegen gebied op het grondgebied van de andere Verdragsluitende Partij met inachtneming van het nationale recht van de gaststaat voorlopige maatregelen te treffen die ter afwending van een acuut gevaar voor de lichamelijke integriteit van personen noodzakelijk zijn.

(2) Van een spoedeisende situatie als bedoeld in het eerste lid is sprake indien het risico bestaat dat het gevaar zich daadwerkelijk manifesteert bij het wachten op het optreden van de ambtenaren van de gaststaat of het tot stand komen van een gezagsverhouding zoals bedoeld in artikel 24, tweede lid.

(3) De grensoverschrijdende ambtenaren dienen de gaststaat onverwijld in kennis te stellen. De gaststaat bevestigt deze kennisgeving en dient onverwijld de noodzakelijke maatregelen te treffen om het gevaar af te wenden en de regie over te nemen. De grensoverschrijdende ambtenaren mogen in de gaststaat slechts optreden totdat de gaststaat de noodzakelijke handhavingsmaatregelen heeft getroffen. De grensoverschrijdende ambtenaren zijn aan de aanwijzingen van de gaststaat gebonden.

(4) De Verdragsluitende Partijen regelen in een afzonderlijke afspraak welke autoriteiten onverwijld in kennis dienen te worden gesteld, zoals bedoeld in het derde lid. De grensoverschrijdende ambtenaren zijn gebonden aan de bepalingen van dit artikel en aan het recht van de Verdragsluitende Partij op wiens grondgebied zij optreden.

(5) De gaststaat is verantwoordelijk voor de door de grensoverschrijdende ambtenaren getroffen maatregelen.

Article 26

Assistance lors d'événements de grande envergure,
de catastrophes et d'accidents graves

Les autorités compétentes des Parties contractantes se soutiennent mutuellement dans le respect de leur droit national lors de manifestations de masse et d'autres événements de grande envergure, lors de catastrophes ainsi que d'accidents graves :

1. en s'informant mutuellement le plus tôt possible sur de tels événements ayant des implications transfrontalières et en se communiquant les informations importantes qui s'y rapportent,
2. en prenant et coordonnant les mesures policières nécessaires sur leur propre territoire lors de situations ayant des implications transfrontalières,
3. en prêtant assistance, dans la mesure du possible, sur demande de la Partie contractante sur le territoire de laquelle la situation survient, par l'envoi de fonctionnaires, de spécialistes et de conseillers ainsi que par la mise à disposition d'objets d'équipement.

Il n'est pas porté atteinte aux accords internationaux des Parties contractantes relatifs à l'assistance mutuelle en cas de catastrophes, y compris d'accidents graves.

Article 27

Coopération sur demande

(1) Dans le cadre de leurs compétences et conformément à leur droit national, les autorités compétentes des Parties contractantes se prêtent sur demande mutuellement assistance.

(2) Les autorités compétentes des Parties contractantes se prêtent mutuelle assistance en vertu de l'article 39, paragraphe 1^{er}, 1^{ère} phrase de la Convention d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985 relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée le 19 juin 1990, en particulier par :

1. des vérifications de l'identité de propriétaires et de détenteurs ainsi que de conducteurs de véhicules routiers, de bateaux et navires ou d'aéronefs, pour autant que cette action ne soit pas déjà couverte par l'article 12,
2. des renseignements concernant les permis de conduire, permis de navigation et autorisations semblables,
3. des vérifications concernant les lieux de séjour et de résidence,
4. des vérifications concernant les titres de séjour,
5. des vérifications de l'identité d'abonnés au réseau téléphonique et d'abonnés d'autres équipements de télécommunication, dans la mesure où ceux-ci sont publiquement accessibles,
6. des vérifications d'identité,
7. des enquêtes sur la provenance d'objets tels que des armes, des véhicules à moteur ou des bateaux et navires (demandes relatives au canal de vente),
8. des éléments d'information provenant du recueil de données policières et de documents de police ainsi que des informations provenant du recueil de données d'autorités administratives publiquement accessibles,
9. des signalements urgents relatifs aux armes et explosifs ainsi que des signalements relatifs à la contrefaçon de moyens de paiement et de timbres,
10. des d'informations relatives à l'exécution pratique de mesures d'observation transfrontalières, de poursuites transfrontalières et de livraisons surveillées, et
11. la notification de la disponibilité d'une personne à faire des déclarations.

(3) Si l'autorité requise n'est pas compétente pour le traitement de la demande, elle transmet la demande à l'autorité compétente. L'autorité requise informe l'autorité requérante de cette transmission et de l'autorité compétente pour le traitement de la demande. L'autorité compétente traite la demande et transmet le résultat à l'autorité requérante.

Artikel 26

Bijstandsverlening bij grootschalige evenementen,
rampen en zware ongevallen

De bevoegde autoriteiten van de Verdragssluitende Partijen verlenen elkaar met inachtneming van het nationale recht wederzijds bijstand bij massabijskomsten en soortgelijke grootschalige evenementen, rampen en zware ongevallen door :

1. elkaar zo vroeg mogelijk over dergelijke situaties met grensoverschrijdende gevolgen te informeren en relevante informatie uit te wisselen;
2. in situaties met grensoverschrijdende gevolgen de op hun grondgebied noodzakelijke politie maatregelen te treffen en te coördineren;
3. op verzoek van de Verdragssluitende Partij op wiens grondgebied de situatie zich voordoet, voorzover mogelijk, ambtenaren, specialisten en adviseurs uit te zenden en uitrusting ter beschikking te stellen.

Internationale verdragen van de Verdragssluitende Partijen inzake de wederzijdse bijstandsverlening bij rampen en zware ongevallen, blijven onverlet.

Artikel 27

Samenwerking op verzoek

(1) De bevoegde autoriteiten van de Verdragssluitende Partijen verlenen elkaar in het kader van hun bevoegdheden en met inachtneming van hun nationale recht op verzoek bijstand.

(2) De bevoegde autoriteiten van de Verdragssluitende Partijen verlenen elkaar, met inachtneming van artikel 39, eerste lid, eerste volzin, van de Overeenkomst van 19 juni 1990 ter uitvoering van het op 14 juni 1985 te Schengen gesloten akkoord betreffende de geleidelijke afschaffing van de controles aan de gemeenschappelijke grenzen, bijstand, in het bijzonder door :

1. vaststelling van houders en eigenaars van voertuigen alsmede informatie over bestuurders en gezagvoerders van voertuigen, vaartuigen en luchtvaartuigen, voorzover artikel 12 hierin niet reeds voorziet;
2. verstrekking van informatie over rijbewijzen, vaarbewijzen en soortgelijke vergunningen;
3. vaststelling van de woon- en verblijfplaats van personen;
4. vaststelling van verblijfstitels;
5. vaststelling van telefoonabonneehouders en abonneehouders van overige telecommunicatievoorzieningen, voorzover deze openbaar toegankelijk zijn;
6. vaststelling van de identiteit van personen;
7. onderzoek naar de herkomst van zaken zoals wapens, motorvoertuigen en vaartuigen (onderzoek naar de verkoopkanalen);
8. verstrekking van gegevens uit politieke gegevensbestanden en politiedossiers alsmede verstrekking van informatie uit voor het publiek toegankelijke registers van de overheid;
9. spoedmeldingen inzake wapens en explosieven alsmede meldingen betreffende valsmunterij en fraude met waardepapieren;
10. verstrekking van informatie over de praktische uitvoering van grensoverschrijdende observatiemaatregelen, grensoverschrijdende achtervolgingen en gecontroleerde afleveringen; en
11. vaststelling van de bereidheid van een persoon tot het afleggen van een verklaring.

(3) Indien de aangezochte autoriteit niet bevoegd is het verzoek af te handelen, zendt zij het verzoek aan de bevoegde autoriteit door. De aangezochte autoriteit informeert de verzoekende autoriteit over de doorzending en over de voor de afhandeling van het verzoek bevoegde autoriteit. De bevoegde autoriteit handelt het verzoek af en doet het resultaat aan de verzoekende autoriteit toekomen.

CHAPITRE 6. — *Dispositions générales*

Article 28

Utilisation d'armes de service, de munitions et d'objets d'équipement

(1) Les fonctionnaires d'une Partie contractante qui se trouvent, dans le cadre d'une intervention commune, sur le territoire d'une autre Partie contractante peuvent y porter leur uniforme de service national. Ils peuvent porter leurs armes de service, munitions et objets d'équipement admis en vertu du droit national de l'Etat d'envoi. Toute Partie contractante peut interdire le port de certaines armes de service, munitions et objets d'équipement par des fonctionnaires de l'Etat d'envoi.

(2) Les armes de service, munitions et objets d'équipement énumérés à l'annexe 2 ne peuvent être utilisés qu'en cas de légitime défense de soi-même ou d'autrui. L'agent de l'Etat d'accueil, en charge de l'intervention, peut autoriser, au cas par cas et dans le respect du droit national, l'utilisation d'armes de service, de munitions et d'objets d'équipement dépassant le cadre de la 1ère phrase. L'utilisation des armes de services, des munitions et des objets d'équipement est soumise au droit de l'Etat d'accueil. Les autorités compétentes s'informent mutuellement des armes de service, munitions et objets d'équipement respectivement autorisés ainsi que des conditions qui régissent leur utilisation.

(3) Les Parties contractantes peuvent, par un accord séparé, modifier l'annexe 2.

(4) Si les fonctionnaires d'une des Parties contractantes font intervenir des véhicules à moteur dans le cadre de mesures prises, en vertu du présent Traité, sur le territoire d'une autre Partie contractante, ceux-ci sont soumis aux mêmes règles de la circulation que les fonctionnaires de l'Etat d'accueil, y compris en ce qui concerne l'usage des prérogatives de puissance publique en matière d'utilisation des dispositifs sonores ou lumineux et concernant le respect des règles de la circulation.

(5) Un accord d'exécution au sens de l'article 44 règle les aspects pratiques de l'utilisation d'armes de service, de munitions et d'objets d'équipement.

(6) Il n'est pas porté atteinte à l'article 18.

Article 29

Protection et assistance

Les Parties contractantes sont obligées de prêter la même protection et assistance aux fonctionnaires envoyés par l'autre Partie contractante dans l'exercice de leur fonction qu'à l'égard de leurs propres fonctionnaires.

Article 30

Réglementation générale en matière de responsabilité

En matière de responsabilité dans le cadre du présent Traité, l'article 43 de la Convention d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985 relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée le 19 juin 1990, est applicable mutatis mutandis. La 1ère phrase n'est pas applicable aux articles 17 et 18.

Article 31

Position juridique des fonctionnaires au regard du droit pénal

Les fonctionnaires agissant, sur la base du présent Traité, sur le territoire d'une autre Partie contractante sont assimilés aux fonctionnaires de l'autre Partie contractante pour ce qui concerne des infractions pénales qu'ils commettent ou qui sont commis à leur rencontre, sauf dispositions contraires contenues dans un autre accord en vigueur pour les Parties contractantes.

Article 32

Relation de service

Les fonctionnaires agissant, sur la base du présent Traité, sur le territoire d'une autre Partie contractante restent soumis aux dispositions en vigueur dans leur Etat en matière de leur relation de service, en particulier en matière disciplinaire.

CHAPITRE 7. — *Dispositions générales relatives à la protection des données*

Article 33

Définitions et champ d'application

(1) Au sens du présent Traité, on entend par :

1. « Traitement de données à caractère personnel » : toute action ou tout enchaînement d'actions, avec ou sans l'aide de procédures automatiques, se rapportant à des données à caractère personnel tel que le prélèvement, le stockage, l'organisation, la conservation, l'adaptation ou la modification, la lecture, la recherche, la consultation, l'utilisation,

HOOFDSTUK 6. — *Algemene bepalingen*

Artikel 28

Gebruik van wapening, munitie en uitrusting

(1) Ambtenaren van een Verdragssluitende Partij die zich in het kader van een gezamenlijk optreden op het grondgebied van een andere Verdragssluitende Partij bevinden, kunnen ter plaatse hun nationale dienstkleeding dragen. Zij kunnen hun naar het nationale recht van de zendstaat toegestane wapening, munitie en uitrusting meevoeren. Elke Verdragssluitende Partij kan het meevoeren van bepaalde wapening, munitie en uitrusting door ambtenaren van de zendstaat verbieden.

(2) De wapening, munitie en uitrusting als vermeld in Bijlage 2 mogen uitsluitend worden gebruikt in geval van wettige verdediging van zichzelf of van een ander. De met de feitelijke leiding belaste ambtenaar van de gaststaat kan in individuele gevallen met inachtneming van het nationale recht toestemming verlenen voor gebruik van wapening, munitie en uitrusting dat verder reikt dan het bepaalde in de eerste volzin. Bepalend voor het gebruik van de wapening, munitie en uitrusting is het recht van de gaststaat. De bevoegde autoriteiten informeren elkaar over de toegestane wapening, munitie en uitrusting alsmede over de voorwaarden voor het gebruik ervan.

(3) De Verdragssluitende Partijen kunnen door middel van een afzonderlijke afspraak een wijziging van Bijlage 2 overeenkomen.

(4) Indien ambtenaren van de ene Verdragssluitende Partij bij maatregelen op grond van dit Verdrag op het grondgebied van een andere Verdragssluitende Partij voertuigen inzetten, zijn zij aan dezelfde verkeersrechtelijke bepalingen, met inbegrip van de voorrangrechten en speciale voorrechten, onderworpen als de ambtenaren van de gaststaat.

(5) De praktische aspecten van het gebruik van wapening, munitie en uitrusting worden door middel van een uitvoeringsafpraak zoals bedoeld in artikel 44 geregeld.

(6) Artikel 18 blijft onverlet.

Artikel 29

Bescherming en hulpverlening

De Verdragssluitende Partijen zijn jegens de grensoverschrijdende ambtenaren van de andere Verdragssluitende Partijen tijdens de dienstuitoefening tot dezelfde bescherming en hulpverlening verplicht als jegens de eigen ambtenaren.

Artikel 30

Algemene aansprakelijkheidsregeling

Voor de aansprakelijkheid in het kader van dit Verdrag geldt artikel 43 van de Overeenkomst van 19 juni 1990 ter uitvoering van het op 14 juni 1985 te Schengen gesloten akkoord betreffende de geleidelijke afschaffing van de controles aan de gemeenschappelijke grenzen. De eerste volzin is niet van toepassing op de artikelen 17 en 18.

Artikel 31

Strafrechtelijke aansprakelijkheid

De ambtenaren die uit hoofde van dit Verdrag op het grondgebied van een andere Verdragssluitende Partij optreden, worden gelijkgesteld met de ambtenaren van de andere Verdragssluitende Partij wat betreft strafbare feiten die door of tegen hen mochten worden begaan, tenzij in een ander voor de Verdragssluitende Partijen geldend verdrag anders is overeengekomen.

Artikel 32

Dienstbetrekking

De ambtenaren die uit hoofde van dit Verdrag op het grondgebied van een andere Verdragssluitende Partij optreden, blijven arbeidsrechtelijk, in het bijzonder tuchtrechtelijk onderworpen aan de in hun staat geldende voorschriften.

HOOFDSTUK 7. — *Algemene bepalingen betreffende gegevensbescherming*

Artikel 33

Definities, werkingssfeer

(1) In dit Verdrag wordt verstaan onder :

1. « Verwerking van persoonsgegevens » : elke handeling of elk geheel van handelingen met betrekking tot persoonsgegevens, al dan niet uitgevoerd met behulp van geautomatiseerde procedures, zoals het verzamelen, vastleggen, ordenen, bewaren, bijwerken of wijzigen, selecteren, opvragen, raadplegen, gebruiken, verstrekken door middel

la communication par une transmission, la diffusion ou toute autre forme de mise à disposition, la combinaison ou la mise en relation ainsi que le verrouillage, l'effacement ou la destruction de données; au sens du présent Traité, le traitement englobe également l'information relative à l'existence ou non d'une concordance;

2. « Consultation automatisée » : l'accès direct à une banque de données automatisée d'une autre autorité et de manière telle que la consultation s'opère entièrement par voie automatisée;

3. « Marquage » : l'apposition d'une marque sur des données à caractère personnel enregistrées, sans chercher à limiter leur traitement futur;

4. « Verrouillage » : le marquage de données à caractère personnel enregistrées, en vue de limiter leur traitement futur.

(2) Les dispositions suivantes sont applicables aux données transmises ou l'ayant été en vertu du présent Traité, pour autant que les chapitres précédents ne contiennent pas de disposition contraire.

Article 34

Niveau de protection des données

(1) Concernant le traitement de données à caractère personnel transmises ou l'ayant été dans le cadre du présent Traité, chaque Partie contractante garantit dans son droit national un niveau de protection des données correspondant au moins à celui résultant de la Convention du Conseil de l'Europe du 28 janvier 1981 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel, ainsi que du protocole additionnel du 8 novembre 2001, et tient à cet égard compte de la recommandation n R (87) 15 du Comité des ministres du Conseil de l'Europe aux Etats membres relative à l'utilisation de données à caractère personnel dans le domaine policier du 17 septembre 1987, et ce également dans la mesure où les données ne sont pas traitées en mode automatisé.

(2) La transmission de données à caractère personnel prévue dans le présent Traité ne peut être entamée que lorsque les dispositions du présent chapitre ont été transposées dans le droit national sur le territoire des Parties contractantes concernées par la transmission. Le Comité des ministres visé à l'article 43 constate par décision si ces conditions sont réunies.

Article 35

Finalité de l'utilisation

(1) La Partie contractante destinataire ne peut traiter les données à caractère personnel qu'aux fins pour lesquelles les données ont été transmises en vertu du présent Traité; le traitement à d'autres fins n'est admissible qu'après autorisation préalable de la Partie contractante gestionnaire des données et dans le respect du droit national de la Partie contractante destinataire. L'autorisation peut être délivrée pour autant que le droit national de la Partie contractante gestionnaire des données permette ce traitement à ces autres fins.

(2) Le traitement de données, transmises en vertu des articles 3, 4 et 9, par la Partie contractante effectuant la consultation ou la comparaison des données est exclusivement autorisé en vue de :

1. déterminer la concordance entre les profils ADN ou les données dactyloscopiques comparés;

2. préparer et introduire une demande d'entraide administrative ou judiciaire en vertu du droit national en cas de concordance de ces données;

3. faire une journalisation conformément à l'article 39.

La Partie contractante gestionnaire du fichier ne peut traiter les données qui lui ont été transmises en vertu des articles 3, 4 et 9 que si ce traitement est nécessaire en vue de réaliser une comparaison, de répondre par la voie automatisée à la demande ou de faire la journalisation conformément à l'article 39. À l'issue de la comparaison ou de la réponse automatisée à la demande, les données transmises sont effacées sans délai à moins que la poursuite du traitement en vue des finalités mentionnées à la 1^{ère} phrase, numéros 2 et 3 ne soit nécessaire.

(3) Les données transmises en vertu de l'article 12 peuvent être utilisées par la Partie contractante gestionnaire du fichier exclusivement si cela est nécessaire en vue de répondre par la voie automatisée à la demande ou en vue de faire la journalisation aux termes de l'article 39. À l'issue de la réponse automatisée à la demande, les données transmises sont effacées sans délai à moins que la poursuite du traitement en vue de la journalisation aux termes de l'article 39 ne soit nécessaire. La Partie contractante requérante ne peut utiliser les données obtenues dans le cadre de la réponse qu'aux fins de la procédure sur la base de laquelle la consultation a été faite.

van doorzending, verspreiden of op enigerlei andere wijze ter beschikking stellen, samenbrengen, met elkaar in verband brengen, alsmede het afschermen, uitwissen of vernietigen van gegevens. Als verwerking in de zin van dit Verdrag geldt ook de mededeling van het al dan niet voorhanden zijn van een hit.

2. « Geautomatiseerde bevraging » : de directe toegang tot een geautomatiseerd bestand van een andere instantie, en wel op zodanige wijze, dat de bevraging volledig geautomatiseerd wordt beantwoord.

3. « Kenmerken » : het markeren van opgeslagen persoonsgegevens, zonder dat daarmee het doel wordt nagestreefd om hun toekomstige verwerking te beperken.

4. « Afscherming » : het markeren van opgeslagen persoonsgegevens met het doel hun toekomstige verwerking te beperken.

(2) Voor gegevens, die uit hoofde van dit Verdrag worden of zijn verstrekt, gelden de volgende bepalingen, voorzover in de voorafgaande hoofdstukken niet anders is bepaald.

Artikel 34

Niveau van gegevensbescherming

(1) Elke Verdragsluitende Partij waarborgt met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens, die uit hoofde van dit Verdrag worden of zijn verstrekt, in het nationale recht een gegevensbeschermingsniveau dat tenminste overeenstemt met datgene dat voortvloeit uit het Verdrag van de Raad van Europa van 28 januari 1981 tot bescherming van personen met betrekking tot de geautomatiseerde verwerking van persoonsgegevens en het daarbij behorende Aanvullend Protocol van 8 november 2001, en houdt daarbij rekening met de aanbeveling nummer R (87) 15 van het Comité van ministers van de Raad van Europa aan de lidstaten over het gebruik van persoonsgegevens op politieel gebied van 17 september 1987 en wel ook voorzover, als de gegevens niet geautomatiseerd worden verwerkt.

(2) Met de in dit Verdrag voorziene verstrekking van persoonsgegevens mag niet worden overgegaan dan nadat op het grondgebied van de bij de verstrekking betrokken Verdragsluitende Partijen de bepalingen van dit hoofdstuk in het nationale recht in werking zijn getreden. Het comité van ministers besluit overeenkomstig artikel 43 of aan de voorwaarden is voldaan.

Artikel 35

Doelbinding

(1) De ontvangende Verdragsluitende Partij mag de persoonsgegevens uitsluitend verwerken voor de doeleinden waarvoor deze op grond van dit Verdrag zijn verstrekt; een verwerking voor andere doeleinden is alleen toegestaan na voorafgaande toestemming van de Verdragsluitende Partij, die het bestand beheert, en alleen met inachtneming van het nationale recht van de ontvangende Verdragsluitende Partij. De toestemming mag worden verleend voorzover op grond van het nationale recht van de Verdragsluitende Partij, die het bestand beheert, deze verwerking voor zulke andere doeleinden is toegestaan.

(2) De verwerking van de op grond van de artikelen 3, 4 en 9 verstrekte gegevens door de bevragende of vergelijkende Verdragsluitende Partij is uitsluitend toegestaan met het oog op :

1. de vaststelling of de vergeleken DNA-profielen of dactyloscopische gegevens overeenstemmen;

2. de voorbereiding en indiening van een politieel of justitieel verzoek om rechtshulp conform nationaal recht in geval van overeenstemming van deze gegevens;

3. de protocollering als bedoeld in artikel 39.

De Verdragsluitende Partij die het dossier beheert mag de haar op grond van de artikelen 3, 4 en 9 verstrekte gegevens uitsluitend verwerken voorzover dit voor het uitvoeren van de vergelijking, het geautomatiseerde beantwoorden van de bevraging of het protocolleren als bedoeld in artikel 39 noodzakelijk is. Na afloop van de gegevensvergelijking of na de geautomatiseerde beantwoording van de bevraging worden de verstrekte gegevens onverwijld gewist, tenzij de verdere verwerking noodzakelijk is ten behoeve van de doelen, als bedoeld in het tweede lid, onderdelen 2 en 3.

(3) Uit hoofde van artikel 12 verstrekte gegevens mogen door de Verdragsluitende Partij die het dossier beheert uitsluitend worden gebruikt voorzover dit voor het geautomatiseerd beantwoorden van de bevraging of het protocolleren als bedoeld in artikel 39 noodzakelijk is. Na de geautomatiseerde beantwoording van de bevraging worden de verstrekte gegevens onverwijld gewist, tenzij de verdere verwerking noodzakelijk is voor het protocolleren op grond van artikel 39. De bevragende Verdragsluitende Partij mag de in het kader van de beantwoording verkregen gegevens uitsluitend gebruiken voor de procedure op grond waarvan de bevraging is geschiedt.

Article 36
Autorités compétentes

Les données à caractère personnel transmises peuvent être traitées exclusivement par les autorités et tribunaux ayant la compétence pour une mission effectuée dans le cadre des finalités visées à l'article 35. En particulier, la communication des données transmises à d'autres autorités ne peut avoir lieu qu'après autorisation préalable de la Partie contractante ayant transmis les données et dans le respect du droit national de la Partie contractante destinataire.

Article 37
Exactitude, actualité et durée de stockage de données

(1) Les Parties contractantes sont tenues de veiller à l'exactitude et à l'actualité des données à caractère personnel. S'il s'avère, d'office ou suite à une communication de la personne concernée, que des données incorrectes ou qui n'auraient pas dû être transmises ont été fournies, la Partie contractante destinataire ou les Parties contractantes destinataires doivent en être informées sans délai. Celles-ci sont tenues de procéder à la rectification ou à l'effacement des données. En outre, les données à caractère personnel sont à corriger si elles s'avèrent incorrectes. Si l'autorité destinataire a des indices faisant présumer que des données transmises sont entachées d'erreur ou devraient être effacées, elle en informe sans délai l'autorité qui les a transmises.

(2) Les données dont l'exactitude est contestée par la personne concernée et dont il ne peut pas être constaté si elles sont correctes ou incorrectes, doivent, sur demande de la personne concernée, être marquées en vertu du droit national des Parties contractantes. En cas de marquage, celui-ci ne peut être levé en vertu du droit national que sur consentement de la personne concernée ou sur décision du tribunal compétent ou de l'autorité indépendante compétente en matière de contrôle de la protection des données.

(3) Les données à caractère personnel transmises doivent être effacées lorsqu'elles n'auraient pas dû être transmises ou reçues. Les données légalement transmises et reçues doivent être effacées

1. si elles ne sont pas ou plus nécessaires en regard des finalités pour lesquelles elles ont été transmises. Si des données à caractère personnel ont été transmises sans qu'il n'y ait eu de demande, l'autorité destinataire est tenue d'examiner sans délai si celles-ci sont nécessaires en regard des finalités pour lesquelles elles ont été transmises;

2. à l'issue d'un délai maximum prévu pour la conservation des données dans le droit national de la Partie contractante transmettant les données, lorsque l'autorité transmettant les données a indiqué à l'autorité destinataire ce délai maximum au moment de la transmission.

Il est procédé, au lieu d'un effacement, à un verrouillage en vertu du droit national lorsqu'il y a lieu de croire que l'effacement porterait atteinte à des intérêts méritant une protection de la personne concernée. Des données verrouillées ne peuvent être utilisées ou transmises qu'aux fins pour lesquelles l'effacement n'a pas eu lieu.

Article 38
Mesures techniques et organisationnelles
pour garantir la protection et la sécurité des données

(1) L'autorité destinataire et l'autorité qui transmet les données sont obligées de protéger efficacement les données à caractère personnel contre toute destruction fortuite ou non-autorisée, perte fortuite, accès non-autorisé, altération fortuite ou non-autorisée et divulgation non-autorisée.

(2) Un accord d'exécution au sens de l'article 44 règle les détails techniques de la procédure de consultation automatisée et garantit que

1. des mesures pour assurer la protection et la sécurité des données sont prises en concordance avec l'état de l'art actuel, garantissant notamment la confidentialité et l'intégrité des données,

2. lors de l'utilisation de réseaux publiquement accessibles, il est fait usage de procédures d'encryptage et d'authentification reconnues par les autorités compétentes à cet égard, et

3. l'admissibilité des consultations en vertu de l'article 39, paragraphes 2, 4 et 5, peut être contrôlée.

Artikel 36
Bevoegde autoriteiten

De verstrekte persoonsgegevens mogen uitsluitend door de autoriteiten, instanties en rechtbanken worden verwerkt die bevoegd zijn voor een taak in het kader van de doeleinden op grond van artikel 35. In het bijzonder vindt de doorzending van de verstrekte gegevens aan andere instanties niet plaats dan na voorafgaande toestemming van de verstreckende Verdragsluitende Partij en met inachtneming van het recht van de ontvangende Verdragsluitende Partij.

Artikel 37
Juistheid, actualiteit en opslagduur van de gegevens

(1) De Verdragsluitende Partijen zijn verplicht op de juistheid en actualiteit van de persoonsgegevens te letten. Als blijkt, ambtshalve of op basis van een mededeling van de betrokkene, dat onjuiste gegevens of gegevens, die niet hadden mogen worden verstrekt, zijn verstrekt dan moet dit onverwijld aan de ontvangende Verdragsluitende Partij of de ontvangende Verdragsluitende Partijen worden meegedeeld. Die zijn verplicht om de gegevens te corrigeren of te wissen. Voor het overige moeten verstrekte persoonsgegevens worden gecorrigeerd, als blijkt dat ze onjuist zijn. Als de ontvangende instantie reden heeft om aan te nemen dat de verstrekte gegevens onjuist zijn of gewist zouden moeten worden dan informeert deze de verstreckende autoriteit daarover onverwijld.

(2) Gegevens, waarvan de betrokkene de juistheid aanvecht en waarvan de juistheid of onjuistheid niet kan worden vastgesteld, moeten met inachtneming van het nationale recht van de Verdragsluitende Partijen op verzoek van de betrokkene worden gemarkeerd. Indien er een markering is aangebracht mag deze met inachtneming van het nationale recht van Verdragsluitende Partijen alleen met toestemming van de betrokkene of op basis van een besluit van de bevoegde rechtbank of de voor de gegevensbescherming bevoegde onafhankelijke instantie worden opgeheven.

(3) Verstrekte persoonsgegevens moeten worden gewist als ze niet verstrekt of ontvangen hadden mogen worden. Rechtmatig verstrekte en ontvangen gegevens moeten worden gewist :

1. als ze voor het doel waarvoor ze zijn verstrekt, niet of niet meer noodzakelijk zijn; als persoonsgegevens zonder verzoek zijn verstrekt, moet de ontvangende instantie onverwijld controleren of ze voor de aan de verstrekking ten grondslag liggende doeleinden noodzakelijk zijn;

2. na afloop van een in het nationale recht van de verstreckende Verdragsluitende Partij voorziene maximale termijn voor het bewaren van de gegevens, als de verstreckende instantie de ontvangende instantie bij de verstrekking op zulke maximale termijnen heeft gewezen.

In plaats van het wissen komt een afscherming met inachtneming van het nationale recht, als er reden bestaat om aan te nemen dat door het wissen beschermenswaardige belangen van de betrokkene worden geschaad. Afgeschermd gegevens mogen alleen worden verstrekt of gebruikt voor het doel, waarvoor het wissen achterwege is gebleven.

Artikel 38
Technische en organisatorische maatregelen
ter gegevensbescherming en beveiliging van gegevens

(1) De verstreckende en de ontvangende instantie zijn verplicht om persoonsgegevens effectief te beschermen tegen toevallige of onbevoegde vernietiging, toevallig verlies, onbevoegde toegang, onbevoegde of toevallige verandering en onbevoegde bekendmaking.

(2) De bijzonderheden van de technische vormgeving van de geautomatiseerde bevragsprocedure worden in een uitvoeringsafpraak zoals bedoeld in artikel 44 geregeld die waarborgt dat :

1. met de huidige stand van de techniek overeenkomende maatregelen ter waarborging van gegevensbescherming en de beveiliging van gegevens worden getroffen, die in het bijzonder de vertrouwelijkheid en het intact zijn van de gegevens waarborgen;

2. bij het gebruik van algemeen toegankelijke netwerken door de daarvoor bevoegde instanties erkende coderings- en autorisatieprocedures moeten worden gebruikt; en

3. dat de toelaatbaarheid van de bevragingen in overeenstemming met artikel 39, tweede, vierde en vijfde lid, kan worden gecontroleerd.

Article 39

Documentation et journalisation, dispositions particulières relatives à la transmission automatisée et non-automatisée

(1) Chaque Partie contractante garantit que toute transmission et toute réception non-automatisées de données à caractère personnel est documentée par l'autorité requérante et l'autorité gestionnaire du fichier, aux fins du contrôle de l'admissibilité de la transmission. La documentation comprend les indications suivantes :

1. la raison ayant déclenché la transmission,
2. les données transmises,
3. la date de la transmission, et
4. la dénomination ou la référence de l'autorité requérante et de l'autorité gestionnaire du fichier.

(2) Pour la consultation automatisée des données en vertu des articles 3, 9 et 12 et pour la comparaison automatisée en vertu de l'article 4, les dispositions suivantes s'appliquent :

1. La consultation ou la comparaison automatisées ne peuvent être réalisées que par des fonctionnaires des points de contact nationaux particulièrement habilités à cet effet. Sur demande, la liste des fonctionnaires habilités à la consultation ou à la comparaison automatisées est mise à la disposition des autorités de surveillance visées au paragraphe 5, ainsi que des autres Parties contractantes.

2. Chaque Partie contractante garantit que l'autorité gestionnaire du fichier et l'autorité requérante fait état de toute transmission et de toute réception de données dans un registre de journalisation, y compris de l'information concernant l'existence ou non d'une concordance. La journalisation comprend les informations suivantes :

- a) les données transmises,
- b) la date et l'heure précises de la transmission, et
- c) la dénomination ou la référence de l'autorité requérante et de l'autorité gestionnaire du fichier.

L'autorité requérante journalise également la raison de la demande ou de la transmission ainsi que la référence de l'agent ayant réalisé la consultation ainsi que de l'agent ayant été à l'origine de la demande ou de la transmission.

(3) Sur demande, l'autorité réalisant la journalisation informe sans délai les autorités compétentes en matière de contrôle de la protection des données de la Partie contractante concernée des données journalisées, au plus tard dans les quatre semaines après réception de la demande. Les données journalisées peuvent être utilisées exclusivement aux fins suivantes :

1. le contrôle de la protection des données
2. la garantie de la sécurité des données.

(4) Les données journalisées doivent être protégées par des dispositions appropriées contre toute utilisation autre qu'aux fins susvisées et contre tout autre abus et doivent être conservées pendant deux ans. Après l'expiration du délai de conservation, les données journalisées doivent être effacées sans délai.

(5) Le contrôle juridique de la transmission ou de la réception de données à caractère personnel relève de la responsabilité des autorités indépendantes compétentes en matière de contrôle de la protection des données des Parties contractantes respectives. Toute personne peut en vertu du droit national demander à ces autorités de vérifier la légitimité du traitement de données la concernant. Indépendamment de telles demandes, ces autorités ainsi que les autorités compétentes pour la journalisation doivent également effectuer des contrôles aléatoires pour vérifier la légitimité des transmissions, à l'aide des dossiers qui ont été à la base des consultations. Les résultats de cette activité de contrôle doivent être conservés pendant 18 mois en vue d'un contrôle par les autorités indépendantes compétentes en matière de contrôle de la protection des données. À l'expiration de ce délai, ils doivent être effacés sans délai. Chaque autorité compétente en matière de contrôle de la protection des données peut être requise par l'autorité indépendante de contrôle de la protection des données d'une autre Partie contractante d'exercer ses compétences conformément au droit national. Les autorités indépendantes compétentes en matière de contrôle de la protection des données des Parties contractantes veillent à la coopération réciproque nécessaire en vue de remplir leurs tâches de contrôle, notamment par le biais de l'échange d'informations pertinentes.

Artikel 39

Vastleggen en protocolleren;
bijkzondere voorschriften met betrekking
tot de geautomatiseerde en niet-geautomatiseerde verstrekking

(1) Elke Verdragsluitende Partij waarborgt dat iedere niet-geautomatiseerde verstrekking en iedere niet-geautomatiseerde ontvangst van persoonsgegevens door de instantie die het bestand beheert en de bevragede instantie ter controle van de toelaatbaarheid van de verstrekking wordt vastgelegd. De vastlegging omvat de volgende gegevens :

1. de aanleiding van de verstrekking;
2. de verstrekte gegevens;
3. de datum van de verstrekking; en
4. de aanduiding of het kenmerk van de bevragede instantie en de instantie die het bestand beheert.

(2) Voor de geautomatiseerde bevraging van gegevens op grond van de artikelen 3, 9 en 12 of geautomatiseerde vergelijking uit hoofde van artikel 4 geldt het volgende :

1. De geautomatiseerde bevraging of vergelijking mag alleen geschieden door bijzonder geautoriseerde ambtenaren van de nationale contactbureaus. Op verzoek wordt de lijst van ambtenaren, die zijn geautoriseerd tot de geautomatiseerde bevraging of vergelijking, aan de in het vijfde lid bedoelde toezichthoudende autoriteiten en aan de andere Verdragsluitende Partijen ter beschikking gesteld.

2. Elke Verdragsluitende Partij waarborgt dat iedere verstrekking en iedere ontvangst van persoonsgegevens door de instantie die het dossier beheert en de bevragede instantie wordt geprotocolleerd, inclusief de mededeling ten aanzien van het bestaan of niet bestaan van een hit. De protocollering omvat de volgende informatie :

- a) de verstrekte gegevens;
- b) de datum en het precieze tijdstip van de verstrekking; en
- c) de aanduiding of het kenmerk van de bevragede instantie en de instantie die het bestand beheert.

De bevragede instantie protocollert bovendien de aanleiding van de bevraging of verstrekking alsmede het kenmerk van de ambtenaar die de bevraging heeft uitgevoerd en de ambtenaar die voor de bevraging of de verstrekking opdracht heeft gegeven.

(3) De protocollerende instantie deelt de geprotocolleerde gegevens op verzoek mee aan de voor de controle van de gegevensbescherming bevoegde instanties van de desbetreffende Verdragsluitende Partij en wel onverwijld, maar uiterlijk binnen vier weken na binnenkomst van het verzoek. Geprotocolleerde gegevens mogen uitsluitend worden gebruikt voor de volgende doeleinden :

1. de controle van de gegevensbescherming;
2. het waarborgen van de dataveiligheid.

(4) De geprotocolleerde gegevens moeten door passende voorzieningen tegen oneigenlijk gebruik en andere vormen van misbruik worden beschermd en twee jaar worden bewaard. Na afloop van de bewaartermijn moeten de protocolgegevens onverwijld worden gewist.

(5) De juridische controle van de verstrekking of de ontvangst van persoonsgegevens is in handen van de voor de controle op de gegevensbescherming bevoegde onafhankelijke instanties van de respectievelijke Verdragsluitende Partijen. Met inachtneming van het nationale recht kan iedereen deze instanties verzoeken om de rechtmatigheid van de verwerking van gegevens met betrekking tot zijn persoon te controleren. Deze instanties alsmede de voor de protocollering bevoegde instanties moeten ook onafhankelijk van zulke verzoeken bij wijze van steekproef controles uitvoeren ten aanzien van de rechtmatigheid van de verstrekkingen, en wel aan de hand van de hieraan ten grondslag liggende dossiers. De resultaten van deze controleactiviteit moeten ter controle door de voor de gegevensbescherming bevoegde onafhankelijke instanties 18 maanden worden bewaard. Na afloop van deze termijn moeten ze onverwijld worden gewist. Elke voor de gegevensbescherming bevoegde instantie kan door de onafhankelijke tot de gegevensbescherming bevoegde instantie van een andere Verdragsluitende Partij in overeenstemming met het nationale recht om de uitoefening van haar bevoegdheden worden verzocht. De voor de controle van de gegevensbescherming bevoegde onafhankelijke autoriteiten van de Verdragsluitende Partijen dragen zorg voor de ter vervulling van hun controletaken noodzakelijke wederzijdse samenwerking, in het bijzonder door het uitwisselen van doelgerichte informatie.

Article 40

Droit des personnes concernées à être renseignées et indemnisées

(1) Sur demande, la personne concernée, après avoir prouvé son identité, doit, dans le respect du droit national, être renseignée sans frais déraisonnables, sous une forme généralement compréhensible et sans retard déraisonnable, par l'autorité compétente en vertu du droit national sur les données traitées la concernant ainsi que sur leur origine, les destinataires ou catégories de destinataires, la finalité du traitement ainsi que sur la base juridique régissant le traitement. En outre, la personne concernée a le droit de faire corriger les données entachées d'erreur ou de faire effacer les données traitées illicitement. Les Parties contractantes assurent en outre que la personne concernée puisse, en cas de violation de ses droits en matière de protection des données à caractère personnel, s'adresser par un recours effectif à un tribunal indépendant et impartial, établi par la loi, au sens de l'article 6, paragraphe 1^{er} de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme tout comme à une autorité indépendante de contrôle au sens de l'article 28 de la Directive 95/46/CE, et qu'elle se voie offrir la possibilité de faire valoir, par la voie judiciaire, un droit à dédommagement ou à une autre forme de réparation. Le droit national de l'Etat dans lequel elle fait valoir ses droits règle les détails de la procédure pour la mise en œuvre de ces droits ainsi que les raisons liées à la restriction du droit à être renseigné.

(2) Si une autorité d'une Partie contractante a transmis, en vertu du présent Traité, des données à caractère personnel, l'autorité destinataire de l'autre Partie contractante ne peut pas invoquer le fait que les données transmises aient été incorrectes pour se décharger de la responsabilité qui lui incombe conformément à son droit national à l'égard de la personne lésée. Si la Partie destinataire est tenue à réparation en raison de l'utilisation de données transmises incorrectement, la Partie qui les a transmises rembourse intégralement à la Partie destinataire les sommes qu'elle a versées en réparation.

Article 41

Renseignements sur demande des Parties contractantes

La Partie contractante destinataire informe la Partie contractante ayant transmis des données du traitement effectué sur les données transmises et du résultat ainsi obtenu.

CHAPITRE 8. — *Dispositions d'application et dispositions finales*

Article 42

Déclarations

(1) Au moment du dépôt de l'instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, chaque Partie contractante désigne, dans une déclaration à l'Etat dépositaire, les autorités compétentes pour l'application du présent Traité.

Sont à désigner :

1. les points de contact nationaux pour l'analyse ADN, visés à l'article 6, paragraphe 1^{er},
2. les points de contact nationaux pour les données dactyloscopiques, visés à l'article 11, paragraphe 1^{er},
3. les points de contact nationaux pour les données du registre d'immatriculation de véhicules, visés à l'article 12, paragraphe 2,
4. les points de contact nationaux pour l'échange d'informations lors de manifestations de grande envergure, visés à l'article 15,
5. les points de contact nationaux pour les informations relatives à la prévention d'infractions terroristes, visés à l'article 16, paragraphe 3,
6. les bureaux nationaux de contact et de coordination pour les gardes armés, visés à l'article 19,
7. les bureaux nationaux de contact et de coordination pour les conseillers en faux documents, visés à l'article 22,
8. les points de contacts nationaux pour la planification et l'exécution des mesures d'éloignement, visés à l'article 23, paragraphe 3,
9. les autorités et fonctionnaires, visés aux articles 24 à 27.

(2) Les déclarations faites en vertu du 1^{er} paragraphe peuvent être modifiées à tout moment par une déclaration adressée au dépositaire. La modification produira ses effets à partir de la date de réception par le dépositaire.

Artikel 40

Rechten van de betrokkenen en schadevergoeding

(1) Aan de betrokkene dient met inachtneming van het nationale recht onder het overleggen van bewijs van zijn identiteit, op verzoek van de op grond van het nationaal recht bevoegde instantie, zonder onredelijke kosten, in algemeen begrijpelijke vorm en zonder onaantvaardbare vertraging informatie te worden verstrekt over de met betrekking tot zijn persoon verwerkte gegevens alsmede over de herkomst daarvan, de ontvanger of ontvangercategorieën, het beoogde doel van de verwerking en de rechtsgrond voor de verwerking. Bovendien heeft de betrokkene het recht op correctie van onjuiste gegevens en op het wissen van onrechtmatig verwerkte gegevens. De Verdragsluitende Partijen waarborgen bovendien dat de betrokkene zich in geval van inbreuk op zijn rechten met betrekking tot gegevensbescherming met een effectieve klacht tot een onafhankelijke rechtbank of een tribunaal in de zin van artikel 6, eerste lid, van het Europees Verdrag van de rechten van de mens alsmede een onafhankelijke controle-instantie in de zin van artikel 28 van richtlijn 95/46/EG van de Raad van de Europese Unie van 24 oktober 1995 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens, kan wenden en dat hem de mogelijkheid wordt geboden om een aanspraak op schadevergoeding of een andere vorm van genoegdoening in rechte geldend te maken. De nadere bijzonderheden met betrekking tot de procedure ter realisering van deze rechten en de redenen voor het beperken van het recht op kennisgeving richten zich naar de desbetreffende nationale wettelijke voorschriften van de staat, waarin hij zijn rechten geldend maakt.

(2) Als een instantie van de ene Verdragsluitende Partij persoonsgegevens heeft verstrekt uit hoofde van dit Verdrag, kan de ontvangende instantie van de andere Verdragsluitende Partij zich er in het kader van haar aansprakelijkheid met inachtneming van het nationale recht jegens de benadeelde niet op beroepen dat de verstrekte gegevens onjuist zijn geweest. Verstrekt de ontvangende instantie schadevergoeding wegens een schade, die door het gebruik van onjuist verstrekte gegevens is veroorzaakt, dan vergoedt de verstrekende instantie de ontvangende instantie het totale bedrag van de toegekende schadevergoeding.

Artikel 41

Informatie op verzoek van de Verdragsluitende Partijen

De ontvangende Verdragsluitende Partij informeert de verstrekende Verdragsluitende Partij over de verwerking van de verstrekte gegevens en het daardoor behaalde resultaat.

HOOFDSTUK 8. — *Uitvoerings- en slotbepalingen*

Artikel 42

Verklaringen

(1) Bij overhandiging van de akte van bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring of toetreding wijst elke Verdragsluitende Partij door middel van een verklaring aan de als depositaris optredende staat de voor de toepassing van dit Verdrag bevoegde autoriteiten aan.

Het betreft de aanwijzing van :

1. de nationale contactpunten, bedoeld in artikel 6, eerste lid, voor de DNA-analyse;
2. de nationale contactpunten, bedoeld in artikel 11, eerste lid, voor de dactyloscopische gegevens;
3. de nationale contactpunten, bedoeld in artikel 12, tweede lid, voor de gegevens uit de kentekenregisters;
4. de nationale contactpunten, bedoeld in artikel 15, voor het uitwisselen van gegevens in samenhang met grootschalige evenementen;
5. de nationale contactpunten, bedoeld in artikel 16, derde lid, voor informatie ter voorkoming van terroristische strafbare feiten;
6. de nationale contact- en coördinatiepunten bedoeld in artikel 19, voor de vluchtbegeleiders;
7. de nationale contact- en coördinatiepunten, bedoeld in artikel 22, voor de documentadviseurs;
8. de nationale contactpunten, bedoeld in artikel 23, derde lid, ter voorbereiding en uitvoering van repatriëringsmaatregelen;
9. bevoegde autoriteiten en ambtenaren als bedoeld in de artikelen 24 tot en met 27.

(2) De overhandigde verklaringen kunnen te allen tijde geheel of gedeeltelijk worden gewijzigd overeenkomstig de procedure, bedoeld in het eerste lid.

Article 43
Comité des ministres

(1) Les Parties contractantes créent un comité composé de ministres des Parties contractantes. Ce Comité des ministres prend les décisions nécessaires à la transposition et à l'application du présent Traité. Les décisions du Comité des ministres sont prises à l'unanimité de toutes les Parties contractantes.

(2) Afin de soutenir le Comité des Ministres, un groupe de travail commun, composé de représentants des Parties contractantes, contrôle la transposition et l'interprétation du présent Traité et établit s'il y a lieu de le compléter et de le faire évoluer. Le groupe de travail commun est convoqué à la demande d'une Partie contractante.

Article 44
Accords d'exécution

Sur la base et dans le cadre du présent Traité, les autorités compétentes des Parties contractantes peuvent conclure des accords portant sur l'exécution du présent Traité au niveau des administrations.

Article 45
Champ d'application territorial

Les dispositions du présent Traité sont applicables sur le territoire des Parties contractantes. Pour le Royaume des Pays-Bas, le présent Traité est applicable exclusivement à la partie du territoire du royaume située en Europe. Pour la République française, le présent Traité est applicable exclusivement à la partie du territoire de la République située en Europe.

Article 46
Frais

Chaque Partie contractante assume les coûts qui découlent pour ses autorités de l'application du présent Traité. Dans des cas particuliers, les Parties contractantes concernées peuvent convenir d'un règlement dérogatoire.

Article 47
Rapport avec d'autres accords bilatéraux ou multilatéraux

(1) Les dispositions du présent Traité ne sont applicables que dans la mesure où elles sont compatibles avec le droit de l'Union européenne. Si l'Union européenne établit à l'avenir des réglementations touchant le domaine d'application du présent Traité, le droit de l'Union européenne prévaudra sur les dispositions concernées du présent Traité quant à leur application. Les Parties contractantes peuvent modifier ou remplacer les dispositions du présent Traité en fonction des nouvelles dispositions prévues en la matière dans le droit de l'Union européenne.

(2) Le présent Traité ne porte pas atteinte aux droits ou obligations contenues dans des accords bilatéraux ou multilatéraux existants entre les Parties contractantes. Les Parties contractantes sont libres d'appliquer dans leurs relations mutuelles les accords bilatéraux ou multilatéraux existants entre les Parties contractantes. En cas de contradiction avec des droits ou obligations découlant de tels accords, les dispositions du présent Traité prévalent.

Article 48
Ratification, acceptation, approbation

Le présent Traité est soumis à ratification, acceptation ou approbation. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation sont déposés auprès du dépositaire. Lors du dépôt des instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation, une déclaration peut être faite concernant le champ d'application géographique.

Article 49
Dépositaire

(1) Le gouvernement de la République fédérale d'Allemagne est le dépositaire du présent Traité.

(2) Le dépositaire notifie sans délai aux autres Parties contractantes les ratifications, acceptations, approbations, adhésions, réserves et dénonciations ainsi que toute autre déclaration en rapport avec le présent Traité.

(3) Le dépositaire assure l'enregistrement du présent Traité auprès du Secrétariat de l'Organisation des Nations unies en vertu de l'article 102 de la Charte des Nations unies.

Artikel 43
Comité van Ministers

(1) De Verdragsluitende Partijen stellen een comité in bestaande uit Ministers van de Verdragsluitende Partijen. Het Comité van Ministers neemt de noodzakelijke beslissingen over de uitvoering en toepassing van dit Verdrag. Beslissingen van het Comité van Ministers worden door alle Verdragsluitende Partijen met eenparigheid van stemmen genomen.

(2) Ter ondersteuning van het Comité van Ministers toetst een gemeenschappelijke werkgroep bestaande uit vertegenwoordigers van de Verdragsluitende Partijen de uitvoering en interpretatie van dit Verdrag en stelt vast of de noodzaak bestaat tot aanvulling of verdere ontwikkeling ervan. De gemeenschappelijke werkgroep komt op verzoek van een Verdragsluitende Partij bijeen.

Artikel 44
Uitvoeringsafspraken

De bevoegde autoriteiten van de Verdragsluitende Partijen kunnen op basis van en in het kader van dit Verdrag afspraken maken die de administratieve uitvoering van dit Verdrag ten doel hebben.

Artikel 45
Territoriale werkingssfeer

De bepalingen van dit Verdrag gelden voor het grondgebied van de Verdragsluitende Partijen. Voor het Koninkrijk der Nederlanden geldt dit Verdrag uitsluitend voor het in Europa gelegen deel van het Koninkrijk. Voor de Franse Republiek geldt dit Verdrag uitsluitend voor het in Europa gelegen deel van de Republiek.

Artikel 46
Kosten

Elke Verdragsluitende Partij draagt de kosten die voor haar instanties uit de toepassing van dit Verdrag voortvloeien. In bijzondere gevallen kunnen de desbetreffende Verdragsluitende Partijen een afwijkende regeling overeenkomen.

Artikel 47
Verhouding tot andere bi- of multilaterale verdragen

(1) De bepalingen van dit Verdrag zijn slechts van toepassing, voor zover zij met het recht van de Europese Unie verenigbaar zijn. Indien door de Europese Unie in de toekomst regelingen worden ingevoerd die op de werkingssfeer van dit Verdrag zien, geldt bij de toepassing van de desbetreffende bepalingen van dit Verdrag het recht van de Europese Unie bij voorrang. De Verdragsluitende Partijen kunnen de bepalingen van dit Verdrag gelet op de desbetreffende nieuwe regelingen voortvloeiend uit het recht van de Europese Unie wijzigen of vervangen.

(2) Dit Verdrag laat de in bestaande bi- of multilaterale verdragen tussen de Verdragsluitende Partijen vastgelegde rechten of verplichtingen onverlet. De Verdragsluitende Partijen staat het vrij om de bestaande bi- of multilaterale verdragen tussen de Verdragspartijen toe te passen in hun wederzijdse betrekkingen. Bij tegenstrijdigheid met rechten of verplichtingen uit hoofde van dergelijke verdragen geldt de bepaling uit onderhavig verdrag.

Artikel 48
Bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring

Dit Verdrag dient te worden bekrachtigd, te worden aanvaard of te worden goedgekeurd. De akten van bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring worden bij de depositaris neergelegd. Naar aanleiding van de neerlegging van de akten van bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring kan een verklaring betreffende de territoriale werkingssfeer worden overhandigd.

Artikel 49
Depositaris

(1) Depositaris van dit Verdrag is de regering van de Bondsrepubliek Duitsland.

(2) De depositaris stelt de overige Verdragsluitende Partijen onverwijld in kennis van bekrachtigingen, aanvaardingen, goedkeuringen, toetredingen, voorbehouden en opzeggingen alsmede van alle overige verklaringen in verband met dit Verdrag.

(3) De depositaris draagt zorg voor de registratie van het Verdrag bij het Secretariaat-Generaal van de Verenigde Naties overeenkomstig artikel 102 van het Handvest van de Verenigde Naties.

Article 50
Entrée en vigueur

(1) Le présent Traité entre en vigueur entre les Parties contractantes qui l'ont ratifié 90 jours après le dépôt du deuxième instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation. Pour les autres Parties contractantes, le présent Traité entre en vigueur 90 jours après le dépôt de leur instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

(2) Le dépositaire notifie à toutes les Parties contractantes la date d'entrée en vigueur.

Article 51
Adhésion

(1) Tout Etat membre de l'Union européenne peut adhérer au présent Traité. Au moment de l'adhésion, les accords d'exécution conclus jusque-là sur la base de l'article 44 et les autres arrangements relatifs au présent Traité deviendront également contraignants pour les Etats adhérents.

(2) Les instruments d'adhésion sont déposés auprès du dépositaire. En cas d'adhésion, une déclaration relative au champ d'application territorial peut être faite lors du dépôt des instruments d'adhésion.

(3) Le présent Traité entre en vigueur, pour chaque Etat adhérent, 90 jours après le dépôt de l'instrument d'adhésion, au plus tôt à la date d'entrée en vigueur du Traité conformément à l'article 50.

Article 52
Dénonciation

(1) Le présent Traité est conclu pour une durée indéterminée.

(2) Chaque Partie contractante peut dénoncer le présent Traité par une notification adressée au dépositaire par la voie diplomatique. Cette dénonciation produira ses effets six mois après réception de la notification par le dépositaire.

Fait à Prüm, le 27 mai 2005, en un seul exemplaire en langues allemande, espagnole, française et néerlandaise, les quatre textes faisant également foi. L'original sera déposé aux archives du dépositaire, qui en transmettra une copie certifiée conforme à chaque Etat signataire et Etat adhérent.

Annexe 1^{re}

Traité relatif à l'approfondissement de la coopération transfrontalière, notamment en vue de lutter contre le terrorisme, la criminalité transfrontalière et la migration illégale

Informations nécessaires en vertu de l'article 17, paragraphe 5, pour la notification écrite

1. Temps d'intervention décrivant la durée prévue de séjour,
2. Données des vols (y compris leurs numéros et horaires),
3. Nombre des membres de l'équipe de gardes armés à bord des aéronefs,
4. Noms et prénoms de toutes les personnes avec indication du nom du chef de l'équipe,
5. Numéros des passeports,
6. Marque, type et numéro de série des armes,
7. Quantité et type de munitions,
8. Objets d'équipement emportés par l'équipe et servant à l'accomplissement des missions.

Annexe 2

Traité relatif à l'approfondissement de la coopération transfrontalière, notamment en vue de lutter contre le terrorisme, la criminalité transfrontalière et la migration illégale

Armes de service, munitions et moyens d'intervention autorisés au sens de l'article 28, paragraphe 2, 1^{re} et 2^e phrase

1. Pour le Royaume de Belgique :
 - armes à feu autorisées et munitions autorisées,
 - sprays incapacitants et moyens d'intervention autorisés,
 - gaz lacrymogène et moyens d'intervention autorisés,
2. Pour la République fédérale d'Allemagne :
 - armes à feu autorisées et munitions autorisées,

Artikel 50
Inwerkingtreding

(1) Dit Verdrag treedt negentig dagen na de neerlegging van de tweede akte van bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring in werking tussen de Verdragsluitende Partijen die het Verdrag hebben bekrachtigd. Voor de overige Verdragsluitende Partijen treedt het Verdrag negentig dagen na de neerlegging van hun akten van bekrachtiging in werking.

(2) De depositaris stelt alle Verdragsluitende Partijen in kennis van de datum van inwerkingtreding.

Artikel 51
Toetreding

(1) Dit Verdrag staat open voor toetreding voor alle lidstaten van de Europese Unie. Met de toetreding worden ook alle tot dan toe op basis van artikel 44 gemaakte uitvoeringsafspraken en de overige afspraken bij dit Verdrag voor de toetredende staten bindend.

(2) De akten van toetreding worden bij de depositaris neergelegd. Bij toetreding kan naar aanleiding van de neerlegging van de akten van toetreding een verklaring betreffende de territoriale werkingssfeer worden overhandigd.

(3) Dit Verdrag treedt voor elke toetredende staat negentig dagen na de neerlegging van zijn akte van toetreding in werking, op zijn vroegst op de datum van inwerkingtreding van dit verdrag volgens artikel 50.

Artikel 52
Opzegging

(1) Dit Verdrag wordt voor onbepaalde tijd gesloten.

(2) Het Verdrag kan door elke Verdragsluitende Partij te allen tijde langs diplomatieke weg worden opgezegd door neerlegging van een schriftelijke verklaring bij de depositaris. De opzegging treedt zes maanden na neerlegging van de schriftelijke verklaring in werking.

Gedaan te Prüm, de zeventwintigste mei tweeduizend en vijf, in één exemplaar in de Duitse, Spaanse, Franse, en Nederlandse taal, zijnde de vier teksten gelijkelijk authentiek. Het origineel wordt in het archief van de depositaris neergelegd, die aan elke ondertekenende en toetredende staat een gewaarmerkt afschrift van het origineel van het Verdrag doet toekomen.

Bijlage 1

Verdrag inzake de intensivering van de grensoverschrijdende samenwerking, in het bijzonder ter bestrijding van het terrorisme, de grensoverschrijdende criminaliteit en de illegale migratie

Inhoudelijke gegevens die overeenkomstig artikel 17, vijfde lid, noodzakelijk zijn voor de schriftelijke aanmelding :

1. de duur van het optreden waaruit de geplande verblijfsduur blijkt;
2. de vluchtgegevens (met inbegrip van vluchtnummers en -tijden);
3. het aantal leden van het team van vluchtbegeleiders;
4. de volledige naam en voornamen van alle personen met vermelding van de naam en voornaam van de leider van het team;
5. de paspoortnummers;
6. het merk, type en serienummer van de wapens;
7. de hoeveelheid en soort munitie;
8. uitrusting die door het team ter uitoefening van zijn taken wordt meegevoerd.

Bijlage 2

Verdrag inzake de intensivering van de grensoverschrijdende samenwerking, in het bijzonder ter bestrijding van het terrorisme, de grensoverschrijdende criminaliteit en de illegale migratie

Bewapening, munitie en de toegestane middelen tot inzet als bedoeld in artikel 28, tweede lid, zinnen 1 en 2 :

1. voor het Koninkrijk België :
 - toegestane vuurwapens en de toegestane munitie
 - toegestane peppersprays en de toegestane middelen tot inzet
 - toegestaan traangas en de toegestane middelen tot inzet
2. voor de Bondsrepubliek Duitsland :
 - toegestane vuurwapens en de toegestane munitie

3. Pour le Royaume d'Espagne :
- armes à feu autorisées.
 - armes de défense autorisées en vertu des dispositions réglementaires applicables aux agents participant à l'intervention commune, comme par exemple le bâton de police (ou la matraque), des sprays, des gaz lacrymogènes et d'autres moyens d'intervention autorisés.
4. Pour la République française :
- armes de service et moyens de contrainte en dotation individuelle autorisés par la législation nationale.
5. Pour le grand-duché de Luxembourg :
- armes à feu autorisées et munitions autorisées,
 - sprays incapacitants et moyens d'intervention autorisés,
 - gaz lacrymogène et moyens d'intervention autorisés,
6. Pour le Royaume des Pays-Bas :
- armes à feu autorisées et munitions autorisées,
 - sprays incapacitants et moyens d'intervention autorisés,
 - gaz lacrymogène et moyens d'intervention autorisés,
7. Pour la République d'Autriche :
- armes à feu autorisées et munitions autorisées,
 - sprays incapacitants autorisés et moyens d'intervention autorisés

Déclaration commune

du Royaume de Belgique, de la République fédérale d'Allemagne, du Royaume d'Espagne, de la République française, du grand-duché de Luxembourg, du Royaume des Pays-Bas et de la République d'Autriche dans le cadre du Traité du 27 mai 2005 relatif à l'approfondissement de la coopération transfrontalière, notamment en vue de lutter contre le terrorisme, la criminalité transfrontalière et la migration illégale

I. Toutes les Parties contractantes déclarent conjointement

1. en ce qui concerne l'article 17, paragraphe 1^{er}, du Traité, que la formulation de cette disposition ne préjuge pas de leur position relative aux compétences de l'Etat d'exploitation ou de l'Etat d'immatriculation dans le cadre du déploiement de gardes armés à bord des aéronefs.

2. en ce qui concerne l'article 34, paragraphe 2, 2^e phrase,

a) que les conditions pour la transmission de données à caractère personnel en vertu du chapitre 7 du Traité sont fondamentalement réunies à la date de la signature, dans la mesure où elles ne visent pas la consultation ou la comparaison automatisées de données,

b) qu'en ce qui concerne les conditions prévues au chapitre 7 et qui font encore défaut, notamment dans le domaine de la consultation et de la comparaison automatisées, elles seront créées au plus vite.

II. Le Royaume de Belgique déclare

1. que toute information transmise par la Belgique sur la base du Traité ne peut être utilisée comme moyen de preuve par la Partie contractante qui la reçoit qu'après autorisation des autorités judiciaires belges compétentes,

2. en ce qui concerne l'article 18

a) qu'une autorisation expresse du représentant de l'Inspection aéronautique belge est toujours requise pour la sortie de gardes armés de l'aéronef avec leurs armes ou munitions conformément à l'article 18, paragraphe 2, chiffre 1,

b) que lors de leur sortie de l'aéronef, ces armes ou munitions doivent être remises à un représentant de l'Inspection aéronautique belge, lequel les transporte vers le lieu de stockage dans un coffre fermé,

c) qu'en dehors d'un aéronef, le port d'armes ou de munitions est interdit aux gardes armés,

3. en ce qui concerne l'application de l'article 27, paragraphe 3, que cette disposition ne porte pas atteinte aux compétences des autorités judiciaires belges.

III. Le Royaume d'Espagne déclare en ce qui concerne l'article 45, phrase 1, qu'il estime que « l'Arrangement concernant les autorités de Gibraltar dans le contexte des instruments de l'UE et de la CE ainsi que les Traités y afférents » du 19 avril 2000 est applicable au Traité en vertu des dispositions de l'article 5 dudit Arrangement.

3. voor het Koninkrijk Spanje :
- toegestane vuurwapens.
 - toegestane wapens die tot de bescherming van de drager dienen overeenkomstig de dienstvoorschriften van de aan het gemeenschappelijke optreden deelnemende politie-eenheid, zoals slagstok (of gum-miknuppel), sprays, traangas en andere toegestane middelen van inzet.
4. voor de Republiek Frankrijk :
- de volgens het nationale recht toegestane dienstwapens en individuele dwangmiddelen
5. voor het Groothertogdom Luxemburg :
- toegestane vuurwapens en de toegestane munitie
 - toegestane peppersprays en de toegestane middelen tot inzet
 - toegestaan traangas en de toegestane middelen tot inzet
6. voor het Koninkrijk der Nederlanden :
- toegestane vuurwapens en de toegestane munitie
 - toegestane peppersprays en de toegestane middelen tot inzet
 - toegestaan traangas en de toegestane middelen tot inzet
7. voor de Republiek Oostenrijk :
- toegestane vuurwapens en de toegestane munitie
 - toegestane peppersprays en de toegestane middelen tot inzet

Gemeenschappelijke verklaring

over de samenwerking tussen het Koninkrijk België, de Bondsrepubliek Duitsland, het Koninkrijk Spanje, de Republiek Frankrijk, het Groothertogdom Luxemburg, het Koninkrijk der Nederlanden en de Republiek Oostenrijk, in het kader van het Verdrag van 27 mei 2005 inzake de intensivering van de grensoverschrijdende samenwerking, in het bijzonder ter bestrijding van het terrorisme, de grensoverschrijdende criminaliteit en de illegale migratie.

I. Alle Verdragssluitende Partijen verklaren gemeenschappelijk

1. onder verwijzing naar artikel 17, eerste lid, van het Verdrag dat de formulering van deze bepaling onverlet laat de positie ten aanzien van de bevoegdheden van de gebruikende staat of van de registrerende staat in het kader van de inzet van vluchtbegeleiders;

2. onder verwijzing naar artikel 34, tweede lid, tweede zin,

a) dat de voorwaarden voor de verstrekking van persoonsgegevens op grond van hoofdstuk 7 van het Verdrag, in zoverre deze niet betrekking hebben op de geautomatiseerde bevraging of vergelijking van gegevens, in principe al op het ogenblik van ondertekening bestaan,

b) dat ten aanzien van de nog ontbrekende voorwaarden, van hoofdstuk 7, in het bijzonder op het gebied van de geautomatiseerde bevraging of vergelijking de Verdragssluitende Partijen deze zo snel mogelijk zullen realiseren.

II. Het Koninkrijk België, verklaart

1. onder verwijzing naar het Verdrag dat elke informatie die door België op grond van dit Verdrag wordt verstrekt, door de ontvangende Verdragssluitende Partij slechts na toestemming van de bevoegde Belgische gerechtelijke autoriteiten als bewijsmiddel kan worden gebruikt.

2. Onder verwijzing naar artikel 18,

a) dat altijd voor het verlaten van het luchtvaartuig met wapens en/of munitie van vluchtbegeleiders zoals bedoeld in artikel 18, tweede lid, nummer 1, er steeds een uitdrukkelijke toestemming van een vertegenwoordiger van de Belgische luchtvaartinspectie is vereist.

b) dat bij het verlaten van het luchtvaartuig deze wapens en/of munitie worden overhandigd aan een vertegenwoordiger van de Belgische luchtvaartinspectie, die deze in een gesloten kist naar de plaats van bewaring begeleidt.

c) dat buiten een luchtvaartuig het dragen van wapens en/of munitie door vluchtbegeleiders verboden is.

3. onder verwijzing naar artikel 27, derde lid, dat de toepassing van deze bepaling geen afbreuk doet aan de bevoegdheden van de gerechtelijke autoriteiten.

III. Het Koninkrijk Spanje, verklaart onder verwijzing naar artikel 45, eerste zin, dat het van mening is dat op het Verdrag de « Regeling met betrekking tot de overheden van Gibraltar in het kader van de instrumenten van de EU en EG alsmede de samenhangende verdragen » van 19 april 2000 zoals bedoeld in de bepaling nummer 5, van toepassing is.

IV. La République française déclare en ce qui concerne l'article 9, que l'accès aux données indexées du fichier national automatisé des empreintes digitales (FAED) prévu à l'article 9 est autorisé, selon la législation nationale actuelle, en vue de faciliter la recherche et l'identification par les services compétents des auteurs de crimes et de délits ou de leur commencement d'exécution, et de faciliter la poursuite des infractions.

V. Le Royaume des Pays-Bas déclare en ce qui concerne les articles 3 et 4, que la procédure prévue dans ces articles se déroule de la même manière, à savoir que les Parties contractantes ont accès aux données indexées des fichiers d'analyse ADN néerlandais visés à l'article 2, paragraphe 2, du Traité, avec le droit de comparer leurs profils ADN avec les profils ADN des fichiers d'analyse ADN néerlandais, qu'il s'agisse ou non d'un cas particulier.

VI. La République d'Autriche déclare en ce qui concerne l'article 40, paragraphe 1^{er}, que la protection juridique assurée par la Commission autrichienne pour la protection des données, qui remplit aussi bien les conditions de l'article 6, paragraphe 1^{er}, de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme que les critères d'une autorité de contrôle indépendante conformément à l'article 28 de la Directive 95/46/CE, satisfait aux exigences stipulées dans ledit article.

VII. La République fédérale d'Allemagne et la République d'Autriche déclarent en ce qui concerne l'article 46, deuxième phrase, que dans les relations entre la République fédérale d'Allemagne et la République d'Autriche, les frais exposés dans le cadre de l'entraide judiciaire en vertu de l'article 7 seront remboursés à la Partie contractante requise.

Fait à Prüm le 27 mai 2005.

La présente Déclaration commune est signée en un seul exemplaire en langues allemande, espagnole, française et néerlandaise et conservée avec le Traité aux archives du ministère fédéral des Affaires étrangères de la République fédérale d'Allemagne, lequel en transmettra une copie certifiée conforme à chaque Etat signataire et Etat adhérent.

Déclaration du Royaume de Belgique lors du dépôt de l'Instrument de ratification du Traité du 27 mai 2005 entre le Royaume de Belgique, la République fédérale d'Allemagne, le Royaume d'Espagne, la République française, le grand-duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas et la République d'Autriche relatif à l'approfondissement de la coopération transfrontalière, notamment en vue de lutter contre le terrorisme, la criminalité transfrontalière et la migration illégale

Déclaration concernant l'article 2.3 :

Les articles 2 à 6 du traité s'appliquent à la banque de données ADN « Condamnés » telle que définie à l'article 5 de la Loi du 22 mars 1999 relative à la procédure d'identification par analyse ADN en matière pénale.

Déclaration concernant l'article 42 :

1. Le point de contact national pour l'analyse ADN, visé à l'article 6.1, est l'Institut national de Criminalistique et de Criminologie au sein du Service public fédéral Justice.

2. Le point de contact national pour les données dactyloscopiques, visé à l'article 11, est le Service d'identification judiciaire au sein de la Direction générale de la Police judiciaire de la Police fédérale.

3. Le point de contact national pour les données du registre d'immatriculation de véhicules, visé à l'article 12.2, est le Service Immatriculation au sein de la Direction générale Mobilité et Sécurité routière du Service public fédéral Mobilité et Transports.

4. Le point de contact national pour l'échange d'informations lors de manifestations de grande envergure, visé à l'article 15, est la Direction des Opérations et de l'Information au sein de la Direction générale de la Police administrative de la Police fédérale.

5. Le point de contact national pour les informations relatives à la prévention d'infractions terroristes, visé à l'article 16.3, est le Service central de Lutte contre le Terrorisme au sein de la Direction générale de la Police judiciaire de la Police fédérale.

6. Le bureau national de contact et de coordination pour les gardes armés, visé à l'article 19, est l'Inspection aéronautique au sein de la Direction générale Transport aérien du Service public fédéral Mobilité et Transports.

IV. De Republiek Frankrijk, verklaart onder verwijzing naar artikel 9 dat de toegang tot het Nationale Dactyloscopische Identificatiesysteem (FAED) zoals bedoeld in artikel 9, op de basis van het actuele nationale recht wordt verleend om de bevoegde instanties de opsporing en identificatie van daders met het oog op misdrijven en delicten en hun voorbereidingshandelingen daarvan te vergemakkelijken alsmede om de vervolging van strafbare feiten te vergemakkelijken.

V. Het Koninkrijk der Nederlanden, verklaart onder verwijzing naar de artikelen 3 en 4, dat Nederland als uitgangspunt hanteert dat de werkprocedure met betrekking tot de artikelen 3 en 4 op dezelfde wijze verloopt, in de zin dat de Verdragsluitende Partijen toegang krijgen tot de linkgegevens van de Nederlandse DNA-analysebestanden, bedoeld in artikel 2, tweede lid, van dit Verdrag, met het recht deze geautomatiseerd te bevragen door middel van een vergelijking van hun DNA-profielen met de DNA-profielen van de Nederlandse DNA-analysebestanden, ongeacht of het een vergelijking in een individueel geval betreft of niet.

VI. De Republiek Oostenrijk, verklaart onder verwijzing naar artikel 40, eerste lid, dat de rechterlijke bescherming door de Oostenrijkse Registratiekamer, die zowel voldoet aan de in artikel 6, eerste lid, van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens bepaalde voorwaarden evenals de voorwaarden van een onafhankelijke controleinstantie als bedoeld in artikel 28 van de richtlijn 95/46/EG, aan de voorwaarden van dit artikel voldoet.

VII. De Bondsrepubliek Duitsland en de Republiek Oostenrijk, verklaren onder verwijzing naar artikel 46, tweede zin, dat in de betrekkingen tussen de Bondsrepubliek Duitsland en de Republiek Oostenrijk, dat de kosten gemaakt in het kader van de verlening van rechtshulp zoals bedoeld in artikel 7 worden vergoed door de verzochte Verdragsluitende Partij.

Prüm, de zevenentwintigste mei tweeduizendvijf

Deze gemeenschappelijke verklaring is in één exemplaar in de Duitse, Spaanse, Franse en Nederlandse taal, ondertekend en samen met het Verdrag in het archief van het ministerie van Buitenlandse Zaken van de Bondsrepubliek Duitsland bewaard, die aan elke ondertekenende en toetredende staat een gewaarmerkt afschrift van deze gemeenschappelijke verklaring doet toekomen.

Verklaring van het Koninkrijk België bij de neerlegging van de Ratificatieoorkonde van het Verdrag van 27 mei 2005 tussen het Koninkrijk België, de Bondsrepubliek Duitsland, het Koninkrijk Spanje, de Republiek Frankrijk, het Groothertogdom Luxemburg, het Koninkrijk der Nederlanden en de Republiek Oostenrijk inzake de intensivering van de grensoverschrijdende samenwerking, in het bijzonder ter bestrijding van het terrorisme, de grensoverschrijdende criminaliteit en de illegale migratie

Verklaring bij artikel 2.3 :

De artikelen 2 tot en met 6 van het verdrag zijn van toepassing op de DNA-databank « Veroordeelden » zoals gedefinieerd in artikel 5 van de Wet van 22 maart 1999 betreffende de identificatieprocedure via DNA-onderzoek in strafzaken.

Verklaring bij artikel 42 :

1. Het nationaal contactpunt, bedoeld in artikel 6.1, voor de DNA-analyse is het Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie binnen de Federale Overheidsdienst Justitie.

2. Het nationaal contactpunt, bedoeld in artikel 11, voor de dactyloscopische gegevens is de Gerechtelijke Identificatiedienst binnen de Algemene Directie van de Gerechtelijke politie van de Federale politie.

3. Het nationaal contactpunt, bedoeld in artikel 12.2, voor de gegevens uit de kentekenregisters is de Dienst Inschrijvingen binnen het Directoraat-generaal Mobilitéit en Verkeersveiligheid van de Federale Overheidsdienst Mobilitéit en Vervoer.

4. Het nationaal contactpunt, bedoeld in artikel 15, voor het uitwisselen van gegevens in samenhang met grootschalige evenementen is de Directie Operaties en Informatie binnen de Algemene Directie van de Bestuurlijke Politie van de Federale politie.

5. Het nationaal contactpunt, bedoeld in artikel 16.3, voor informatie ter voorkoming van terroristische strafbare feiten is de Centrale Dienst Bestrijding Terrorisme binnen de Algemene Directie van de Gerechtelijke politie van de Federale politie.

6. Het nationaal contact- en coördinatiepunt, bedoeld in artikel 19, voor de vluchtbegeleiders is de Luchtvaartinspectie binnen het Directoraat-generaal Luchtvaart van de Federale Overheidsdienst Mobilitéit en Vervoer.

7. Le bureau national de contact et de coordination pour les conseillers en faux documents, visé à l'article 22, est le Service central de lutte contre les faux au sein de la Direction générale de la Police administrative de la Police fédérale.

8. Le point de contact national pour la planification et l'exécution des mesures d'éloignement, visé à l'article 23.3, est la Direction générale Office des Etrangers du Service public fédéral Intérieur.

9. Les autorités et fonctionnaires compétents, visés aux articles 24 à 27, sont les autorités et fonctionnaires compétents qui exercent des missions de police conformément au droit national belge.

7. Het nationaal contact- en coördinatiepunt, bedoeld in artikel 22, voor de documentadviseurs is de Centrale Dienst Bestrijding van Vervalsingen binnen de Algemene Directie van de Bestuurlijke Politie van de Federale politie.

8. Het nationaal contactpunt, bedoeld in artikel 23.3, ter voorbereiding en uitvoering van repatriëringsmaatregelen is de Algemene Directie Vreemdelingenzaken van de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken.

9. De bevoegde autoriteiten en ambtenaren als bedoeld in de artikelen 24 tot en met 27 zijn de bevoegde autoriteiten en ambtenaren die politieopdrachten uitoefenen overeenkomstig het Belgische nationale recht.

Traité entre le Royaume de Belgique, la République fédérale d'Allemagne, le Royaume d'Espagne, la République française, le grand-duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas et la République d'Autriche relatif à l'approfondissement de la coopération transfrontalière, notamment en vue de lutter contre le terrorisme, la criminalité transfrontalière et la migration illégale, et annexes, faits à Prüm le 27 mai 2005

Etats	Date authentification	Type de consentement	Date consentement	Entrée en vigueur
ALLEMAGNE	27/05/2005	Ratification	25/08/2006	23/11/2006
AUTRICHE	27/05/2005	Ratification	21/06/2006	01/11/2006
BELGIQUE	27/05/2005	Ratification	05/02/2007	06/05/2007
ESPAGNE	27/05/2005	Ratification	03/08/2006	01/11/2006
FRANCE	27/05/2005	Indéterminé		
LUXEMBOURG	27/05/2005	Ratification	08/02/2007	09/05/2007
PAYS-BAS	27/05/2005	Indéterminé		

Verdrag tussen het Koninkrijk België, de Bondsrepubliek Duitsland, het Koninkrijk Spanje, de Republiek Frankrijk, het Groothertogdom Luxemburg, het Koninkrijk der Nederlanden en de Republiek Oostenrijk inzake de intensivering van de grensoverschrijdende samenwerking, in het bijzonder ter bestrijding van het terrorisme, de grensoverschrijdende criminaliteit en de illegale migratie, en bijlagen, gedaan te Prüm op 27 mei 2005.

Staten	Datum authenticatie	Type instemming	Datum instemming	Datum inwerkingtreding
BELGIE	27/05/2005	Bekrachtiging	05/02/2007	06/05/2007
DUITSLAND	27/05/2005	Bekrachtiging	25/08/2006	23/11/2006
FRANKRIJK	27/05/2005	Onbepaald		
LUXEMBURG	27/05/2005	Bekrachtiging	08/02/2007	09/05/2007
NEDERLAND	27/05/2005	Onbepaald		
OOSTENRIJK	27/05/2005	Bekrachtiging	21/06/2006	01/11/2006
SPANJE	27/05/2005	Bekrachtiging	03/08/2006	01/11/2006

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

F. 2007 — 1399

[C - 2007/00194]

12 MARS 2007. — Arrêté royal portant modification de l'arrêté royal du 26 mars 2005 portant la réglementation des détachements structurels de membres du personnel des services de police et de situations similaires et introduisant des mesures diverses

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, notamment l'article 105bis, modifiée par la loi du 26 avril 2002 relative aux éléments essentiels du statut des membres du personnel des services de police et portant diverses autres dispositions relatives aux services de police;

Vu l'arrêté royal du 26 mars 2005 portant réglementation des détachements structurels de membres du personnel des services de police et de situations similaires et introduisant des mesures diverses notamment l'article 21;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 22 novembre 2005;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

N. 2007 — 1399

[C - 2007/00194]

12 MAART 2007. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 26 maart 2005 tot regeling van de structurele detacheringen van personeelsleden van de politiediensten en van soortgelijke toestanden en tot invoering van verschillende maatregelen

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, inzonderheid op artikel 105bis, gewijzigd bij de wet van 26 april 2002 houdende de essentiële elementen van het statuut van de personeelsleden van de politiediensten en houdende diverse andere bepalingen met betrekking tot de politiediensten;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 maart 2005 tot regeling van de structurele detacheringen van personeelsleden van de politiediensten en van soortgelijke toestanden en tot invoering van verschillende maatregelen inzonderheid op artikel 21;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 22 november 2005;